



Assemblée générale

Distr. générale
4 août 1998
Français
Original: anglais/espagnol/
français/russe

Cinquante-troisième session

Point 66 b) de l'ordre du jour provisoire*

Réduction des budgets militaires : information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires

Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-3	3
II. Contexte général	4-11	3
III. Consultations avec des représentants d'organisations internationales et régionales	12-51	5
IV. Réponses reçues des gouvernements	52-54	14
Allemagne		15
Argentine		18
Australie		21
Belgique		24
Brésil		28
Bulgarie		31
Croatie		34
Espagne		37
Estonie		40

* A/53/150.

États-Unis d'Amérique	43
Fédération de Russie	51
Finlande	57
France	60
Grèce	63
Italie	66
Japon	69
Lituanie	74
Malte	79
Nouvelle-Zélande	82
Ouzbékistan	85
Pologne	88
République tchèque	91
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	94
Slovaquie	99
Slovénie	102
Suisse	106
Thaïlande	109
V. Informations reçues des gouvernements	113
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	113
Annexe	
Liste des participants aux consultations tenues au Siègle le 23 avril 1998	114

I. Introduction

1. Dans sa résolution 52/32 du 9 décembre 1997, l'Assemblée générale a invité tous les États Membres à présenter au Secrétaire général chaque année, le 30 avril au plus tard, un rapport sur leurs dépenses militaires au cours du dernier exercice pour lequel on disposait de données, en utilisant pour l'instant l'instrument de publication recommandé dans sa résolution 35/142 B du 12 décembre 1980. Au paragraphe 1 de la même résolution, elle a recommandé à tous les États Membres de mettre en application les directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires, en tenant pleinement compte de la situation particulière à chaque région, notamment sur les plans politique et militaire, sur la base des initiatives des États de la région concernée et avec leur accord.

2. Au paragraphe 4 de cette résolution, l'Assemblée générale a fait sienne l'intention annoncée par le Secrétaire général de reprendre les consultations avec les organes internationaux et régionaux compétents recevant des rapports sur les dépenses militaires, afin de déterminer les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter à l'instrument existant pour susciter une plus large participation. Au paragraphe 5, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de formuler des recommandations fondées sur les résultats de ces consultations et tenant compte de l'avis des États Membres au sujet des modifications à apporter au contenu et à la structure du système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires afin de renforcer et d'élargir la participation à ce système, et de lui présenter à sa cinquante-troisième session un rapport à ce sujet. On trouvera ces recommandations à la section III du présent rapport.

3. Conformément à la demande de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a prié tous les États Membres de présenter leurs rapports le 30 avril 1997 au plus tard. Les réponses reçues des États Membres sont reproduites à la section IV du présent rapport.

II. Contexte général

4. Le principe de la création d'un système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires découle de la résolution 3093 B (XXVIII) du 7 décembre 1973, dans laquelle l'Assemblée générale a recommandé que les grandes puissances réduisent de 10 % leurs budgets militaires et consacrent 10 % des ressources ainsi libérées aux programmes internationaux de développement. Le Groupe de consultants qualifiés chargés d'étudier la réduction des budgets militaires, auquel le Secrétaire général avait demandé de rédiger un rapport sur les questions se rapportant à la résolution, a conclu en 1974 que négocier la réduction militaire supposait au préalable qu'on se soit mis d'accord sur ce qui faisait partie ou non des budgets militaires (A/9770/Rev.1).

5. Comme l'en avait prié l'Assemblée générale dans sa résolution 3463 (XXX) du 11 décembre 1975, le Secrétaire général a chargé un Groupe d'experts de définir l'ampleur et la structure des dépenses militaires ainsi que la méthode la plus appropriée de les évaluer. Les experts ont établi une définition de dépenses militaires, élaboré un instrument normalisé de publication et recommandé que les États Membres commencent à rendre compte de leurs budgets militaires en se fondant sur un modèle normalisé présenté dans le rapport publié sous la cote A/31/222/Rev.1.

6. En 1978, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de procéder à un essai pratique de l'instrument de publication proposé, avec le concours d'un groupe spécial sur l'établissement des budgets militaires composé de professionnels expérimentés de différents États Membres. Cet essai a été mené en 1979 et 1980. Quatorze pays ayant fourni des

réponses satisfaisantes, on a décidé de poursuivre l'utilisation de l'instrument de publication. En conséquence, dans sa résolution 35/142 B du 12 décembre 1980, l'Assemblée générale a approuvé l'instrument normalisé de publication et recommandé que tous les États Membres l'utilisent pour faire rapport chaque année au Secrétaire général sur leurs dépenses militaires. Elle a aussi prié le Secrétaire général de lui faire rapport chaque année sur cette question. Cette résolution était la première des résolutions adoptées chaque année par consensus par l'Assemblée générale et priant les États Membres de faire rapport au Secrétaire général sur leurs dépenses militaires le 30 avril au plus tard.

7. La mise au point d'un instrument normalisé de publication des dépenses militaires avait pour objectif premier de contribuer au vaste effort entrepris pour mettre au point un ensemble de mesures concrètes destinées à faciliter la réduction des dépenses militaires. On pensait également que la création de cet instrument, en améliorant la transparence des budgets militaires, aurait pour effet de renforcer la confiance et contribuerait ainsi à apaiser les tensions régionales et mondiales. Au fil des ans, on s'est aperçu que la publication en toute transparence des budgets militaires était une mesure importante de renforcement de la confiance, un instrument précieux pour évaluer les ressources allouées à des objectifs militaires et un indicateur d'une gestion avisée des affaires publiques. Les organisations se consacrant au développement ont, à diverses reprises, engagé les gouvernements à fournir des informations sur leurs dépenses militaires en utilisant pour ce faire l'instrument de publication des Nations Unies.

8. Si les dépenses militaires ont nettement diminué dans de nombreux pays depuis 17 ans que le système normalisé de publication est en vigueur, on ne peut toutefois en accorder directement le bénéfice à l'instrument de publication lui-même. Cette diminution est en effet plutôt à attribuer à la fin de la guerre froide, à la dissolution de l'Union soviétique et à l'achèvement d'un certain nombre de conflits alimentés par la guerre froide, autant d'éléments qui sont à l'origine d'une baisse sensible de la part des ressources consacrées au secteur militaire dans le monde entier.

9. De même, l'instrument de publication n'a contribué que modestement au renforcement de la confiance ou à l'amélioration de la gestion des affaires publiques. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) s'en est inspirée pour mettre au point son propre instrument de publication, dont la création est considérée comme l'une des mesures de renforcement de la confiance qui ont contribué à apaiser la tension entre les États membres de l'organisation. Pourtant, les États Membres de l'ONU l'utilisent peu. Au cours des années 80, 20 à 25 États Membres en moyenne s'en sont servi pour présenter des informations sur leurs dépenses militaires. Ils étaient en moyenne 30 à 35 à l'utiliser au cours des années 90. Les pays africains et asiatiques n'y ont que très peu recours. En 1997, 33 États Membres ont présenté des rapports en se fondant sur l'instrument de publication des Nations Unies.

10. De plus, la plupart des pays qui fournissent des informations omettent de remplir plus de la moitié des rubriques. Les pays justifient leur présentation de données très peu détaillées ou leur absence de réponse de différentes manières. Certains prétendent que leur système de comptabilité était incompatible avec le modèle, d'autres arguent qu'un grand nombre de rubriques ne s'appliquent pas à leur situation. De telles réponses ont été reçues de toutes les régions du monde, de pays développés comme de pays en développement.

11. À cet égard, le système normalisé offre un contraste flagrant avec le Registre des armes classiques des Nations Unies, auquel 95 pays ont fourni des informations en 1997. Cette différence est de plus en plus souvent commentée, à la fois à l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres instances où la publication de données sur les budgets militaires est évoquée.

III. Consultations avec des représentants d'organisations internationales et régionales

12. Par sa résolution 52/32, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de l'aider à trouver le moyen d'accroître la participation des États Membres au système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires. Le Secrétaire général a fait part de son intention de reprendre les consultations avec d'autres organismes internationaux recevant des données sur les dépenses militaires de leurs membres, afin de déterminer s'il était nécessaire, au vu des différences d'un pays à l'autre en ce qui concerne la publication des données, de modifier le système.

13. Au paragraphe 4 de la même résolution, l'Assemblée générale a fait sienne l'intention annoncée par le Secrétaire général d'entreprendre des consultations avec les organes non nationaux compétents, afin de déterminer les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter à l'instrument existant pour susciter une plus large participation. Elle a en outre prié le Secrétaire général de lui communiquer à sa cinquante-troisième session toute recommandation fondée sur ces consultations et visant à accroître la participation des États Membres au système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires.

14. Le 23 avril 1998, le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement a tenu des consultations avec des représentants d'organisations internationales et régionales qui reçoivent de leurs États membres des informations sur leurs dépenses militaires (on trouvera la liste des participants en annexe au présent rapport). Des représentants de plusieurs États Membres de l'ONU étaient également présents. Le but de ces consultations était de définir les causes de la très faible participation des États Membres au système pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires et de trouver des solutions. Elles avaient également pour objectif de formuler, à l'intention du Secrétaire général, des recommandations pratiques visant à accroître le nombre de participants.

Participation des États Membres au système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires : obstacles et solutions

15. Lors des consultations tenues le 23 avril 1998, on a débattu de quatre problèmes qui s'opposeraient à la participation des États Membres au système de publication des dépenses militaires : a) la structure de l'instrument de publication; b) la capacité des gouvernements de fournir les informations demandées; c) les procédures de contrôle du système de publication et d) le manque d'incitations à participer au système. Les participants ont longuement débattu de chacune de ces questions et ont formulé plusieurs suggestions visant à régler les problèmes soulevés.

Structure de l'instrument de publication

16. En demandant au Secrétaire général de tenir des consultations avec des organisations internationales et régionales, l'Assemblée générale répondait à la crainte que l'adoption du système de publication avait suscitée : la structure de l'instrument de publication risquait d'en décourager l'utilisation et il faudrait donc la modifier. Au cours des consultations du 23 avril, on a mis en lumière deux problèmes potentiels touchant à la structure de l'instrument : premièrement, l'instrument est peut-être trop complexe pour de nombreux gouvernements;

deuxièmement, il est extrêmement difficile, pour presque tous les gouvernements, d'obtenir certaines des informations demandées.

17. Il est exact que l'instrument de publication demande beaucoup d'informations. Il faut fournir des données pour trois grandes catégories de ressources pour chacun des 14 groupes de forces. Les trois catégories de ressources sont elles-mêmes divisées en près de 40 sous-catégories. En conséquence, pour remplir toutes les rubriques, il faut fournir 580 informations différentes. Les auteurs de l'instrument ont reconnu dès le départ que les gouvernements ne fourniraient sans doute pas toutes les informations demandées. Lorsqu'ils ont réalisé le premier essai, ils ont d'ailleurs précisé ce qui suit :

«Bien entendu, il est fort souhaitable que les statistiques de dépenses soient fournies chaque fois que possible pour tous les niveaux d'agrégation, mais les États qui ne peuvent fournir que des statistiques pour les niveaux élevés d'agrégation sont néanmoins instamment priés de participer à l'enquête et de communiquer les chiffres au niveau d'agrégation qu'ils estiment approprié.» (Document A/35/470)

18. Tout en reconnaissant que la quantité d'informations demandées était en effet considérable, les participants aux consultations du 23 avril se sont accordés à dire que ce n'était pas là la raison essentielle qui faisait que moins de 20 % des États Membres fournissaient des informations sur leur budget militaire chaque année. Comme nous le verrons plus loin, ils ont beaucoup plus insisté sur le processus de publication des données lui-même ainsi que sur les incitations offertes aux gouvernements pour participer au système. L'un des participants a fait valoir qu'il était important de continuer à demander des données extrêmement détaillées. À son avis, la mise au point d'un modèle simplifié n'inciterait pas les pays ne présentant pas de rapports à commencer à le faire, car la plupart des pays pouvaient fournir des informations en premier niveau d'agrégation ou simplement préciser le montant total de leurs dépenses militaires. En conséquence, il fallait laisser la possibilité aux pays de fournir autant d'informations qu'ils le souhaitent tout en s'attaquant aux autres raisons poussant les pays à ne pas présenter de rapport.

19. Si les participants se sont accordés sur la nécessité de conserver, dans l'ensemble, la structure de l'instrument de publication, ils ont en revanche avancé que certaines catégories de ressources pouvaient présenter des difficultés, même pour les pays disposant des systèmes de comptabilité les plus sophistiqués. Ils ont en particulier attiré l'attention sur l'évaluation de la «valeur locative» des biens appartenant aux institutions militaires. À cet égard, il a été fait référence à des discussions tenues en 1992 et 1993 entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Organisation des Nations Unies, qui avaient abouti à une meilleure compréhension du modèle commun de rapport sur les dépenses militaires, actuellement à l'examen.

20. Les participants ont mis l'accent sur la similarité qui existe entre les instruments utilisés par l'OTAN, l'OSCE et l'ONU. Ils ont signalé que la présentation utilisée par l'OTAN avait servi de modèle au Groupe spécial des Nations Unies sur l'établissement des budgets, qui avait été chargé de mettre au point l'instrument normalisé des Nations Unies, et que l'OSCE s'était à son tour inspirée de l'instrument utilisé à l'ONU. L'instrument de publication utilisé par le Fonds monétaire international (FMI) pour obtenir les données publiées dans son *Annuaire de statistiques de finances publiques* est en revanche quelque peu différent. La différence entre les instruments utilisés à l'ONU, à l'OTAN et à l'OSCE d'une part et au FMI d'autre part est due en grande partie aux objectifs auxquels répond la collecte de données sur les dépenses militaires : pour les premiers, il s'agit de questions de sécurité et de renforcement de la confiance, pour le FMI, ces données servent de base à une analyse économique.

21. Les participants ont estimé qu'il pourrait être utile d'examiner tous les instruments de publication existants en détail afin de déterminer dans quelle mesure on pourrait accroître leur similarité. En effet, une plus grande complémentarité entre les différents instruments faciliterait la tâche aux pays qui doivent présenter des rapports à plus d'une de ces organisations, ainsi qu'à toute autre organisation régionale qui pourrait mettre au point un instrument similaire, du type de celui qui est envisagé par l'Organisation des États américains. Il a été suggéré qu'il faudrait, à cet effet, organiser de nouvelles consultations entre l'OTAN et l'ONU pour pouvoir tenir compte des faits nouveaux qui se sont produits depuis que l'ONU s'est inspirée de l'instrument de publication de l'OTAN pour mettre au point son propre instrument.

Capacité des gouvernements

22. De nombreux États Membres devraient améliorer leur système de comptabilité afin de pouvoir fournir des informations précises sur leurs dépenses militaires. De manière générale, des améliorations seraient aussi nécessaires dans d'autres secteurs mais, en raison du secret qui entoure traditionnellement les activités des services de sécurité d'un pays, les budgets militaires sont particulièrement opaques. Les participants se sont montrés convaincus que la faible participation de nombreux gouvernements d'Afrique et d'Asie au système de publication des dépenses militaires s'expliquait en grande partie par l'insuffisance de leurs capacités.

23. Il s'est avéré difficile, en revanche, d'évaluer dans quelle mesure les carences institutionnelles expliqueraient la faible participation des pays au système. Une enquête indépendante conduite au milieu des années 80 dans 50 pays non membres de l'OCDE a montré que certains pays africains et asiatiques qui n'ont jamais présenté de rapport au système des Nations Unies publient pourtant des documents budgétaires ou des rapports sur les comptes de l'État qui rendent compte de manière détaillée de leurs dépenses militaires, ce qui laisse à penser que ces pays étaient à même de remplir le tableau proposé par l'ONU, au moins au plus haut niveau d'agrégation, au moment où le système de publication est entré en vigueur. Plusieurs avaient même la capacité de fournir des informations encore plus détaillées. Il ne fait aucun doute que certains de ces pays ont toujours cette capacité, même si pour d'autres, elle a pu diminuer. De plus, même les pays qui publient des données détaillées pourraient avoir besoin d'une assistance technique pour les adapter aux catégories proposées par le système.

24. Ainsi, s'il est difficile de juger du renforcement des capacités qui s'impose, il apparaît clairement que de nombreux pays pourraient tirer parti d'une assistance technique. À titre d'exemple, l'OTAN a offert une assistance technique importante aux pays participant au processus d'examen et de planification du partenariat pour la paix afin de les aider à rendre compte de leurs dépenses de défense selon la présentation imposée par l'OTAN. Le renforcement des systèmes et procédures de comptabilité des gouvernements incombe au premier chef aux institutions financières et aux organisations de développement, y compris les organisations multilatérales comme la Banque mondiale, le FMI et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Cela étant, l'Assemblée générale et le Secrétaire général peuvent apporter leur concours en soulignant, dès qu'ils en ont l'occasion, l'importance de la transparence des budgets militaires, et en appuyant les efforts des banques multilatérales de développement, du PNUD et du FMI dans ce domaine. Les différentes commissions régionales pourraient aussi apporter leur appui en encourageant les États Membres à améliorer leurs procédures d'établissement de leurs budgets militaires et à participer au système de publication.

Gestion du système d'établissement des rapports

25. Lorsqu'en 1980, l'Assemblée générale a approuvé le système d'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires, des exemplaires de l'instrument de publication, accompagnés d'instructions détaillées pour le compléter, ont été envoyés aux États Membres. Depuis lors, l'Assemblée générale a adopté chaque année une résolution demandant aux États Membres de présenter des rapports sur leurs dépenses militaires. Initialement, le Secrétaire général y donnait suite par une note verbale adressée à chaque pays, appelant leur attention sur la dernière en date de ces résolutions. Cette note verbale faisait référence au rapport de l'ONU, dans lequel figurait l'instrument de publication, mais ne transmettait ni ledit instrument ni les instructions s'y rapportant.

26. La participation au système d'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires est en fait entièrement facultative et il n'existe à l'heure actuelle aucun moyen de s'assurer de la suite donnée à la résolution adoptée chaque année par l'Assemblée pour encourager la participation au système. Cette approche passive traduit dans une large mesure les intentions initiales de ceux qui ont mis au point l'instrument de publication. On estimait que ni l'Assemblée générale ni les États Membres ne souhaitaient que les gouvernements ne soient assaillis de demandes d'éclaircissements ou de compléments d'information. La note verbale adressée à chaque État Membre par le Secrétaire général n'était cependant pas considérée comme contraignante et il n'est pas exclu qu'elle ait encouragé certains gouvernements à fournir des informations. Cette pratique a été abandonnée à la suite d'une étude d'efficacité menée en 1996 à la demande du Secrétaire général afin de rationaliser les travaux de l'Organisation et d'améliorer son efficacité. Les participants ont prié l'ONU de la rétablir.

27. L'approche suivie par l'ONU présente un net contraste avec les pratiques adoptées par des organisations telles que le FMI, l'OSCE et l'OTAN, qui encouragent activement leurs membres à leur présenter des rapports. Ces organisations tiennent des consultations diverses avec leurs États membres, ce qui leur permet de recevoir en échange des données d'expérience concernant les mécanismes d'établissement des rapports, et elles ont en outre la possibilité de faire pression à des degrés divers sur les États membres pour que ceux-ci leur présentent des rapports. De ce fait, ces organisations obtiennent un taux de réponse nettement plus élevé. En 1997, par exemple, 60 % des membres de l'OSCE lui ont communiqué des données sur leurs dépenses militaires. Le FMI obtient un taux de réponse proche de 85 % et reçoit des États qui en sont membres des données qui sont soit destinées à être publiées dans l'Annuaire de statistiques de finances publiques, soit obtenues dans le cadre des consultations menées au titre de l'article IV avec les États membres, bien que les données fournies dans le cadre de ces consultations ne se présentent pas sous forme normalisée et que certaines soient considérées comme confidentielles.

28. Il est apparu de façon très claire à l'issue des consultations tenues le 23 avril que les États ne transmettaient pas d'eux-mêmes les données en l'absence de mesures de suivi. De l'avis général des participants, il sera difficile d'augmenter sensiblement le niveau de participation au système d'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires si l'ONU n'est pas à même d'améliorer le suivi à cet égard. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, l'Organisation se heurte au problème du manque de ressources.

29. Deux moyens qui permettraient de pallier le manque de ressources ont été examinés. Le premier consisterait à s'en remettre davantage aux missions permanentes pour qu'elles interviennent auprès de leurs gouvernements en faveur de leur participation au système d'établissement de rapports. On ignore cependant si cet objectif pourrait être atteint en l'absence de mesures de suivi complémentaires sous une forme ou une autre, nécessitant de la part du Secrétaire général l'affectation de ressources.

30. Une seconde possibilité serait d'encourager les organisations régionales à adopter leurs propres systèmes d'établissement de rapports sur les dépenses militaires, à l'instar de l'OSCE et comme l'OEA envisage de le faire. Ces systèmes pourraient ensuite être harmonisés avec celui de l'ONU, notamment par le biais d'accords conclus entre les différentes organisations prévoyant l'échange périodique d'informations. De fait, les participants aux consultations étaient d'avis qu'il était beaucoup plus réaliste pour les organisations régionales de prendre les mesures de suivi nécessaires en vue d'améliorer les taux de participation. L'OEA envisage déjà de mettre en place son propre système d'établissement des rapports. L'OTAN offre la possibilité à 27 pays qui participent au Partenariat pour la paix de présenter des rapports sur leurs dépenses militaires dans le cadre d'un processus plus large visant à constituer des forces interopérables aux fins des opérations de consolidation de la paix et à encourager la transparence. Les gouvernements peuvent utiliser le formulaire de l'OSCE ou celui de l'OTAN pour fournir les données concernant leurs dépenses militaires.

31. La tâche la plus ardue sera de faire adopter des dispositions semblables en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Une proposition ayant suscité un intérêt particulier de la part des participants aux consultations qui se sont tenues le 23 avril consiste à s'en remettre aux séminaires régionaux pour faire connaître le Registre des armes classiques des Nations Unies. En Afrique, en Asie et au Moyen-Orient, des partenariats pourraient être conclus avec des organismes gouvernementaux ou des organisations non gouvernementales, selon qu'il convient. En Afrique australe, par exemple, il pourrait être opportun d'agir sur le plan régional, tout d'abord par l'intermédiaire de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de son sous-comité pour les questions de sécurité. En Asie et au Moyen-Orient, la solution la plus judicieuse serait dans un premier temps de conclure des partenariats avec des organisations non gouvernementales, telles que les instituts de recherche sur les questions de sécurité ou de développement. Le problème essentiel est probablement moins de trouver les partenaires voulus que d'obtenir les moyens de financer ces activités.

32. Un dernier problème concernant la collecte des données sur les dépenses militaires dans le cadre du système des Nations Unies pour l'établissement de rapports sur les dépenses militaires, traité assez longuement, tient au fait que les exercices budgétaires varient beaucoup selon les États Membres. Il leur est par conséquent difficile de fournir tous ensemble des données pour la période considérée avant la date limite du 30 avril, qui a été fixée afin que le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale puisse être établi dans les délais voulus.

33. Certains participants ont fait observer que la participation des pays aux travaux d'autres instances qu'intéressent les questions de sécurité militaire et les questions connexes peut également influencer sur la manière dont ils rendent compte de leurs dépenses militaires à l'ONU. Certains participants ont exprimé leur intérêt pour des mécanismes tels que le Forum de l'OSCE pour la coopération en matière de sécurité, qui peut se saisir de questions telles que le suivi de l'application du système adopté par l'OSCE pour l'établissement de rapports sur les dépenses militaires.

Moyens d'encourager la participation

34. Les participants s'accordaient à penser qu'il était absolument indispensable de rechercher des moyens d'encourager les gouvernements à présenter des rapports sur leurs dépenses militaires. Dans l'état actuel des choses, peu de dispositions ont été prises pour encourager la participation au système d'établissement de rapports mis en place par l'ONU, mais les éléments dissuasifs sont nombreux.

35. Ces éléments dissuasifs se situent essentiellement au plan national et revêtent un caractère politique. Dans de nombreux pays, les questions touchant la sécurité sont

traditionnellement entourées du plus grand secret. Les renseignements de base concernant le nombre d'hommes ou de femmes sous les armes et le montant des salaires et des budgets militaires sont généralement secrets ou sont tout au moins contrôlés de manière tellement stricte que peu de gens au sein du gouvernement, et encore moins dans la société civile, y ont accès. Dans ces pays, les ministres des finances ne sont généralement pas habilités à participer à l'établissement des budgets militaires et, à supposer que ceux-ci fassent l'objet de débats au sein du corps législatif, ces débats ont souvent lieu à huis clos. En pareil cas, le contrôle du pouvoir civil sur les militaires est généralement limité, voire inexistant, et des dispositions veillent à décourager les civils, y compris les hauts responsables gouvernementaux tels que le ministre des finances, de chercher à accéder à ces informations.

36. Les militaires invoquent généralement la nécessité de protéger la sécurité nationale pour justifier le secret qui entoure ces informations, mais cet argument ne résiste pas à un examen approfondi. Les participants aux consultations ont fait observer qu'une transparence accrue en matière de dépenses militaires ne porte en aucun cas préjudice à la position stratégique des forces armées, même dans les régions en proie à des tensions. Les informations obtenues par l'intermédiaire des services de renseignement permettent d'évaluer de façon nettement plus précise les capacités militaires que de simples chiffres relatifs aux dépenses. En réalité, les enseignements tirés des travaux de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui a donné naissance à l'OSCE, ont montré qu'une transparence accrue en matière de dépenses militaires constituait généralement une des conditions premières à la réduction des tensions régionales. Certains participants aux consultations étaient d'avis qu'en faisant largement connaître les modalités et les résultats du processus engagé par la CSCE dans d'autres régions, l'ONU pourrait donner un exemple concret du rôle positif que peut jouer la transparence en matière de dépenses militaires afin de réduire les tensions entre les États.

37. Un autre élément de nature à dissuader les militaires à faire état de leurs dépenses tient au fait qu'une transparence accrue en la matière pourrait inciter les autres ministères à faire pression sur eux afin qu'une partie du budget militaire soit réaffectée à des fins considérées comme étant plus productives. Par exemple, un des participants a fait observer que si les militaires étaient amenés à divulguer la valeur de leurs biens immobiliers, des pressions pourraient s'exercer sur eux pour qu'ils mettent ces biens en vente, et que la totalité ou une partie du produit de la vente soit réaffectée aux ministères civils. De même, le fait de divulguer le montant des salaires perçus par les officiers et le personnel militaire subalterne pourrait forcer les militaires à consentir à réduire leurs effectifs ou le montant des salaires. Le fait de révéler le montant des achats effectués par les militaires, en particulier des coûts sur toute la durée utile du matériel militaire, pourrait également obliger les militaires à justifier leurs achats et mettre en question les choix concernant l'utilisation des devises.

38. À la différence du Registre des armes classiques des Nations Unies, le système d'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires ne comprend pas de mécanisme intégré visant à encourager la participation. Le Registre des armes classiques recense à la fois les importations et les exportations. Les pays qui importent des armes sont encouragés à fournir des informations à ce sujet étant donné que la participation des principaux exportateurs est forte. Dans le cas du système d'établissement de rapports sur les dépenses militaires, rien n'est prévu dans l'hypothèse où les gouvernements décideraient de ne pas faire état de leurs dépenses. L'échange d'informations entre des organisations telles que l'OTAN, l'OSCE, l'ONU et, le cas échéant, l'OEA, pourrait inciter certains pays qui ne l'auraient pas fait à présenter des rapports sur leurs dépenses militaires à l'ONU. Toutefois, l'échange d'informations ne peut donner les résultats attendus que si les gouvernements sont disposés à fournir des données à une des institutions concernées au moins.

39. Les participants aux consultations se sont accordés à penser qu'il convenait d'adopter des mesures d'incitation afin d'encourager la participation accrue des pays au système d'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires. La plupart d'entre eux ont considéré qu'il serait fâcheux d'établir un lien entre les dépenses militaires et la fourniture de l'aide au développement. Ni le FMI ni la Banque mondiale ne pourraient assortir les prêts qu'ils consentent de conditions liées au montant des dépenses militaires des pays bénéficiaires. Les décisions concernant le montant du budget militaire de chaque gouvernement membre constituent un choix stratégique que chacun d'eux doit opérer de manière indépendante. D'autre part, tant la Banque mondiale que le FMI considèrent que les dépenses militaires ont un coût d'opportunité important. Le FMI a souligné, à l'attention des pays, les incidences des dépenses militaires sur les ressources disponibles, s'agissant en particulier du secteur social, ainsi que sur le déficit des finances publiques et la stabilité macroéconomique. La Banque mondiale est également préoccupée par le fait que les dépenses militaires risquent d'exclure l'affectation de ressources dans les secteurs dont elle soutient les activités.

40. Si les institutions de Bretton Woods ne sont pas en mesure d'assortir les prêts qu'elles consentent de conditions liées au montant des dépenses militaires des pays bénéficiaires, certains gouvernements de pays membres envisagent de soumettre les prêts qu'ils octroient à de telles conditions, et de tenir compte d'éléments tels que le degré de transparence des dépenses militaires des pays bénéficiaires lorsqu'ils décideront de voter pour ou contre l'octroi d'un prêt spécifique au sein d'une institution interrégionale. Un des principaux actionnaires des institutions de Bretton Woods au moins procédera ainsi d'ici un an ou deux.

41. De façon générale, les participants aux consultations étaient d'avis qu'il convenait d'instaurer une culture de «civisme international». L'objectif de cette démarche serait de rehausser le prestige des États Membres qui se montrent disposés à faire preuve de transparence sur le plan militaire en participant au système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires et en communiquant des informations pertinentes au Registre des armes classiques des Nations Unies. On trouvera à la section suivante un certain nombre de propositions concrètes à cet effet.

Recommandations formulées dans le cadre des consultations

42. Les consultations menées le 23 avril avec les représentants des organisations internationales et régionales qui reçoivent des gouvernements membres des informations concernant leurs dépenses militaires ont donné lieu à la formulation des cinq recommandations suivantes :

- a) Appeler l'attention sur le système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires;
- b) Solliciter les vues des États Membres quant aux facteurs qui font obstacle à leur participation au système;
- c) Adopter des mesures de nature à inciter les États Membres à participer au système;
- d) Éliminer les facteurs d'ordre technique qui font obstacle à la participation des États au système;
- e) Renforcer la complémentarité entre les différents instruments de publication internationaux et régionaux et la coopération dans ce domaine.

Appeler l'attention sur le système d'établissement des rapports sur les dépenses militaires

43. Les participants aux consultations estiment que si l'on attirait davantage l'attention sur le système d'établissement de rapport sur les dépenses militaires, cela pourrait encourager bon nombre d'États Membres à fournir des informations sur leurs budgets militaires. Plusieurs propositions concrètes ont été formulées à cet égard :

a) Le Secrétaire général devrait renouer avec la pratique qui consistait à adresser aux États Membres une note verbale visant à donner suite à la résolution que l'Assemblée adopte chaque année pour demander aux États Membres de présenter des rapports sur leurs dépenses militaires. Ceci témoignerait de l'attention accordée aux réponses des États Membres à l'échelon le plus élevé de l'Organisation;

b) L'instrument de publication et les instructions s'y rapportant devraient en outre être adressés chaque année aux États Membres, en annexe à la note verbale susmentionnée;

c) Le Secrétaire général devrait organiser une réunion d'information informelle concernant l'issue des consultations tenues le 23 avril, soit à l'occasion de la Conférence du désarmement, soit dans le cadre des travaux de la Première Commission. Cette mesure contribuerait également à témoigner de l'importance accordée au système d'établissement des rapports sur les dépenses militaires à l'échelon le plus élevé de l'Organisation;

d) La date limite fixée pour la communication des données concernant les dépenses militaires devrait être publiée dans le *Journal des Nations Unies* afin de rappeler en temps voulu aux missions permanentes de se mettre en rapport avec leur gouvernement à ce sujet;

e) L'Organisation devrait examiner la possibilité de parrainer des colloques régionaux, analogues à ceux organisés en vue de faire connaître le Registre des armes classiques, afin d'exposer les objectifs du système d'établissement des rapports et la forme qu'il prendra. Les représentants des gouvernements et des organisations appartenant à la société civile devraient être invitées à y participer. De plus, on pourrait inviter ceux-ci à coparrainer et à cofinancer ces activités.

Solliciter les vues des États Membres quant aux facteurs qui font obstacle à leur participation au système d'établissement des rapports

44. Les participants aux consultations tenues le 23 avril ont proposé que l'Assemblée générale charge le Secrétaire général de s'enquérir auprès des États Membres des moyens qui pourraient selon eux contribuer à élargir la participation au système d'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires. Étant donné la capacité limitée du Secrétaire général de donner suite à cette demande, il a été proposé que la Conférence du désarmement, conformément aux objectifs qu'elle s'est fixés en matière de transparence, prenne des mesures afin d'assurer le suivi de la démarche du Secrétaire général. D'autre part, si des colloques régionaux étaient organisés pour débattre des objectifs du système d'établissement des rapports et de la forme qu'il prendra, ils permettraient de solliciter les vues des États Membres sur les améliorations à apporter à l'instrument de publication et au système d'établissement des rapports proprement dit, et de mieux appréhender les éléments qui font obstacle à leur participation au système.

Adopter des mesures de nature à inciter les États Membres à participer au système d'établissement des rapports

45. Les participants aux consultations étaient convaincus que les États Membres participeraient au système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires s'ils considéraient que celui-ci pourrait renforcer leur sécurité et que leur réputation y gagnerait.

46. On a fait valoir que les organisations régionales étaient en meilleure position pour se charger du volet sécurité. Le Secrétariat de l'ONU devrait par conséquent les encourager à promouvoir plus activement la transparence en matière de dépenses militaires, en particulier en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Les activités menées respectivement par l'OSCE et l'OEA pour promouvoir une transparence accrue dans le secteur de la sécurité pourraient servir de modèles dans d'autres régions.

47. Les participants aux consultations tenues le 23 avril ont prié le Secrétariat de mettre au point diverses formules susceptibles d'intéresser les États Membres soucieux d'améliorer leur réputation, en leur faisant comprendre que leur participation au système d'établissement des rapports sur les dépenses militaires témoignerait de leur «civisme international», et de prévoir des ressources à cette fin. Par exemple, il a été proposé que le Secrétaire général publie un rapport succinct rendant hommage aux États Membres qui participent au système d'établissement de rapports sur les dépenses militaires et comportant en annexe la liste de ceux qui n'ont pas fourni d'informations. Ce rapport pourrait faire l'objet d'une large diffusion en le faisant paraître sur le site Web de l'ONU.

Éliminer les facteurs d'ordre technique qui font obstacle à la participation des États au système d'établissement des rapports

48. Compte tenu de l'insuffisance des capacités dont disposent certains États Membres, les participants aux consultations tenues le 23 avril ont proposé deux méthodes pour améliorer les capacités des responsables chargés de fournir des informations :

a) Des stages de formation pourraient être organisés au niveau régional à l'intention des responsables gouvernementaux chargés de faire état des dépenses militaires. Ces stages s'adresseraient en particulier aux techniciens, et les conférences et colloques régionaux envisagés plus haut plutôt aux responsables politiques. Il serait particulièrement judicieux de recruter des instructeurs dans les États qui sont parvenus assez récemment à améliorer leur transparence dans le domaine militaire.

b) On pourrait fournir aux gouvernements un programme informatique élémentaire ne nécessitant pas un matériel informatique excessivement sophistiqué pour compléter la matrice. L'OTAN pourrait fournir des directives dans ce domaine, en s'inspirant de son système automatisé pour l'établissement des rapports. Ce programme informatique pourrait être communiqué aux pays qui participent aux colloques de formation organisés au niveau régional, et une partie de la formation pourrait, le cas échéant, être consacrée à son utilisation.

Renforcer la complémentarité entre les différents instruments de publication internationaux et régionaux et la coopération dans ce domaine

49. Les participants à la réunion du 23 avril ont observé qu'il existait déjà une forte complémentarité entre les définitions adoptées par l'ONU, l'OTAN et l'OSCE et les instruments de publication relatifs aux dépenses militaires. Ils ont prié les organisations compétentes de prendre des mesures supplémentaires pour améliorer la complémentarité de leurs systèmes d'établissement des rapports afin de soulager les gouvernements de la charge de travail qui consiste à fournir des informations sous différentes formes. La première étape devrait être d'appliquer pleinement les dispositions de l'accord conclu entre l'ONU et l'OTAN. Les différences subsistant entre les instruments de publication devraient ensuite être aplanies dans la mesure du possible. Un moyen d'atteindre cet objectif serait d'introduire un système d'identification de sorte que les informations qui doivent être fournies en vertu d'un système d'établissement des rapports, et non d'autres systèmes, puissent être précisément identifiées.

50. Les participants ont également recommandé que les organisations concernées commencent à échanger les informations qui leur sont communiquées par les États Membres sur leurs dépenses militaires de façon systématique. Par exemple, si le Secrétariat de l'ONU et l'OSCE convenaient d'échanger leurs informations tous les mois, on pourrait alors encourager les États ayant communiqué des données à l'une de ces organisations à en faire de même pour l'autre.

51. Enfin, étant donné que l'on ne peut espérer parvenir à une complémentarité totale en la matière, les participants ont recommandé que l'ONU accepte que les pays lui communiquent des données sous différents formats, dont, par exemple, ceux utilisés par l'OTAN, l'OSCE ou le FMI, ou encore celui qui est actuellement mis au point par l'OEA. Les données communiquées sous une forme différente seraient consignées dans les rapports normalisés de l'ONU et accompagnées d'une note explicative. Toutefois, la meilleure approche serait de chercher des moyens d'encourager les États à communiquer ces informations sous le format normalisé prescrit par l'ONU, puisque celui-ci est sans conteste le point fort du système des Nations Unies pour l'établissement de rapports sur les dépenses militaires.

IV. Réponses reçues des gouvernements

Note explicative

52. Le Secrétaire général a reçu à ce jour des rapports de 27 pays, qui ont tous utilisé l'instrument de publication.

53. Les chiffres des tableaux du présent document ont été communiqués par les États sur la base de l'instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires. À des fins analytiques, les renseignements communiqués ont été informatisés, sous réserve d'ajustements mineurs, de manière à se conformer aux pratiques statistiques standard.

54. On peut consulter les réponses des États au Bureau des affaires de désarmement, au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

Allemagne

[Original : anglais]
[16 mars 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Allemagne

Exercice budgétaire : 1er janvier-31 décembre 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : deutsche mark (en centaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Allemagne (en centaines de milliers de deutsche mark)^a

Types de coûts	Types de forces					Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien	Commandement		Terri-toire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
1. Fonctionnement		163 652	31 857	77 539		92 962	5 140				1 273		372 423	3 587
1.1 <i>Personnel^b</i>		112 877	18 425	45 995		73 526	4 653						255 476	1 681
1.1.1 Conscrits		26 662	1 615	5 598		1 549							35 424	
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		69 584	13 015	30 395		8 953	2 236						124 183	
1.1.3 Civils		16 631	3 795	10 002		63 024	2 417						95 869	1 681
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		50 775	13 432	31 544		19 436	487				1 273		116 947	1 906
1.2.1 Fournitures d'usage courant ^c		7 364	1 076	3 153		411	6						12 010	41
1.2.2 Entretien et réparations		32 112	9 041	19 140		9 031	376						69 700	1 232
1.2.3 Services contractés ^d		1 061	361	1 161		927	25						3 535	22
1.2.4 Loyers immobiliers ^e														146
1.2.5 Divers		10 238	2 954	8 090		9 067	80				1 273		31 702	465
2. Achats et construction		31 389	14 101	16 088		9 354	483						71 415	903
2.1 <i>Achats</i>		22 734	12 049	12 205		4 187	82						51 257	635
2.1.1 Aéronefs et moteurs		1 974	1 780	6 471		5							10 230	
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques		1 002	169	2 142		203							3 516	
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux		7	8 318			175							8 500	
2.1.5 Véhicules blindés		4 800											4 800	
2.1.6 Artillerie		1 684											1 684	
2.1.7 Autres armes des forces terrestres ^f														
2.1.8 Munitions		6 099	1 059	958		34							8 150	
2.1.9 Électronique et communications		4 435	519	1 834		487	24						7 299	172
2.1.10 Véhicules non blindés		1 997	89	445		304	8						2 843	373
2.1.11 Divers		736	115	355		2 979	50						4 235	90
2.2 <i>Construction</i>		8 655	2 052	3 883		5 167	401						20 158	268
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes		188	176	1 869		149							2 382	
2.2.2 Bases de lancement de missiles				87									87	
2.2.3 Bases et installations navales			194										194	
2.2.4 Électronique, etc.			34	105									139	11
2.2.5 Installations pour le personnel		3 486	28	216		252							3 982	

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
2.2.6 Locaux médicaux						1 316							1 316	17
2.2.7 Installations d'entraînement		2 295	693			763							3 751	
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.		380	53	245		471							1 149	25
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration		356	201	203		921	397						2 078	148
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														42
2.2.12 Terrains				47									47	
2.2.13 Divers		1 950	673	1 111		1 295	4						5 033	25
3. Recherche-développement		8 098	3 808	13 726		147							25 779	14
3.1 Recherche fondamentale et appliquée		891	419	1 510		16							2 836	
3.2 Développement, essais et évaluation		7 207	3 389	12 216		131							22 943	14
4. Total (1 + 2 + 3)^a		203 139	49 766	107 353		102 463	5 623				1 273		469 617	4 504

^a L'Allemagne indique un montant total de 46 961,7 millions de deutsche mark et n'inclut pas sa contribution aux dépenses de maintien de la paix de l'ONU dans ses dépenses militaires. Cependant, par souci de cohérence et de comparaison entre les pays, le total des dépenses militaires indiqué comprend un montant de 127,3 millions de deutsche mark au titre des dépenses de maintien de la paix de l'ONU (voir col. 11).

^b Comprend les frais de voyage, mais exclut les retraites.

^c Correspond aux dépenses suivantes : carburant et lubrifiants, repas en commun, habillement, médicaments et pansements.

^d Comprend les frais de port, de transport et de télécommunications et les frais généraux de secrétariat.

^e À l'exception de la colonne 14, les loyers immobiliers sont compris dans les frais d'entretien et de réparation (rubrique 1.2.2).

^f Les dépenses au titre de la rubrique 2.1.7 (Autres armes et forces terrestres) sont incluses à la rubrique 2.1.6 (Artillerie).

Argentine

[Original : espagnol]
[25 juin 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Argentine

Exercice budgétaire : 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : peso

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Argentine (en pesos argentins)

Types de forces	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
						Soutien	Commandement		Territoire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1. Fonctionnement		982 530 594	598 637 419	595 692 282			1 311 527 413						3 488 387 708	
1.1 <i>Personnel</i>		833 935 523	512 173 906	446 391 433			1 250 336 320						3 042 837 182	
1.1.1 Conscrits														
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves														
1.1.3 Civils														
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		148 595 071	86 463 513	149 300 849			61 191 093						445 550 526	
1.2.1 Fournitures d'usage courant														
1.2.2 Entretien et réparations														
1.2.3 Services contractés														
1.2.4 Loyers immobiliers														
1.2.5 Divers														
2. Achats et construction		19 207 630	16 481 712	159 210 658			4 606 229						199 506 229	
2.1 <i>Achats</i>		16 678 370	15 360 578	130 852 989			4 606 229						167 498 166	
2.1.1 Aéronefs et moteurs														
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques														
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux														
2.1.5 Véhicules blindés														
2.1.6 Artillerie														
2.1.7 Autres armes des forces terrestres														
2.1.8 Munitions														
2.1.9 Électronique et communications														
2.1.10 Véhicules non blindés														
2.1.11 Divers														
2.2 <i>Construction</i>		2 529 260	1 121 134	28 357 669									32 008 063	
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes														

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
2.2.2 Bases de lancement de missiles														
2.2.3 Bases et installations navales														
2.2.4 Électronique, etc.														
2.2.5 Installations pour le personnel														
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement														
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.														
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains														
2.2.13 Divers														
3. Recherche-développement														
3.1 Recherche fondamentale et appliquée														
3.2 Développement, essais et évaluation														
4. Total (1 + 2 + 3)^a		1 001 738 224	615 119 131	754 902 940									3 699 156 004^a	

^a Non compris la «Dirección Nacional de Gendarmería», «Prefectura Naval Argentina», «Superintendencia Nacional de Fronteras» et «Dirección Nacional de Fabricaciones Militares».

Australie

[Original : anglais]
[31 juillet 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Australie

Exercice budgétaire : 1er juillet 1995-30 juin 1996

Monnaie nationale et unité de mesure : dollar australien (en centaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts														
2.2.3 Bases et installations navales														
2.2.4 Électronique, etc.														
2.2.5 Installations pour le personnel														
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement														
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.														
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains														
2.2.13 Divers						4 824						4 824		
3. Recherche-développement														
3.1 Recherche fondamentale et appliquée														
3.2 Développement, essais et évaluation														
4. Total (1 + 2 + 3)		23 562	17 277	19 218		36 589	6 031			762		12 476	115 915	62

^a Le sigle «FBT» a été ajouté par le pays.

^b Les pensions des militaires retraités sont indiquées séparément et font partie des coûts de fonctionnement (type 1).

Belgique

[Original : français]
[27 mai 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Belgique

Exercice budgétaire : 1er janvier-31 décembre 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : franc (en dizaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Belgique (en dizaines de milliers de francs belges)^a

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger ^b (10)	Maintien de la paix (ONU) ^b (11)			
Types de coûts														
1. Fonctionnement		3 505 974	457 696	1 951 467	434 786	3 374 050	2 327 713			(123 100)	(106 300)		12 051 686	
1.1 <i>Personnel</i>		2 741 295	312 480	1 216 097	294 272	3 334 150	1 342 236						9 240 530	
1.1.1 <i>Conscrits</i>		2 528 605	288 649	1 147 774	239 581	49 190	1 125 841						5 379 640	
1.1.2 <i>Autres personnels militaires, y compris les réserves</i>		51 341	14 347	57 187	23 010		12 478			(54 400)	(71 900)		158 363	
1.1.3 <i>Civils^c</i>		161 349	9 484	11 136	31 681	415 790	203 917						833 357	
1.1.4 <i>Retraités^d</i>						2 869 170							2 869 170	
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		764 679	145 216	735 370	140 514	39 900	985 477			(68 700)	(34 400)		2 811 156	
1.2.1 <i>Fournitures d'usage courant</i>														
1.2.2 <i>Entretien et réparations</i>														
1.2.3 <i>Services contractés</i>														
1.2.4 <i>Loyers immobiliers</i>		6 000					26 780						32 780	
1.2.5 <i>Divers^e</i>		758 679	145 216	735 370	140 514	39 900	958 697			(68 700)	(34 400)		2 778 376	
2. Achats et construction		399 510	70 950	250 219	16 460	4 500	384 894						1 126 533	
2.1 <i>Achats</i>		349 550	65 450	219 849	12 300		40 677						687 826	
2.1.1 <i>Aéronefs et moteurs</i>		4 080		35 000			5 500						44 580	
2.1.2 <i>Missiles, y compris les têtes classiques</i>		5 660											5 660	
2.1.3 <i>Têtes et bombes nucléaires</i>														
2.1.4 <i>Navires et bateaux</i>			65 450										65 450	
2.1.5 <i>Véhicules blindés</i>		860											860	
2.1.6 <i>Artillerie</i>		6 760											6 760	
2.1.7 <i>Autres armes des forces terrestres</i>							2 700							
2.1.8 <i>Munitions</i>														
2.1.9 <i>Électronique et communications</i>		71 950		174 933			19 110						265 993	
2.1.10 <i>Véhicules non blindés</i>		260 420		9 916	12 300		13 367						295 823	
2.1.11 <i>Divers</i>														
2.2 <i>Construction</i>		49 960	5 500	30 370	4 160	4 500	344 217						438 707	

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces pararmilitaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)	
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger ^b (10)	Maintien de la paix (ONU) ^b (11)			Non ventilés (12)
Types de coûts														
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes														
2.2.2 Bases de lancement de missiles														
2.2.3 Bases et installations navales														
2.2.4 Électronique, etc.														
2.2.5 Installations pour le personnel														
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement														
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.														
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains														
2.2.13 Divers														
3. Recherche-développement														
3.1 Recherche fondamentale et appliquée							7 260					7 260		
							7 260					7 260		

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire		Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger ^b (10)				Maintien de la paix (ONU)^{b} (11)
Types de coûts													
3.2 Développement, essais et évaluation													
3.A Autres dépenses ^f		3 877	189	1 379	189	65 750	226 679 ^f			(2 700)	(7 200)		298 063
4. Total (1 + 2 + 3)		3 909 361	528 835	2 203 065	451 435	3 444 300	2 946 546			(125 800)^b	(113 500)^b		13 483 542

^a La Belgique a fourni des données correspondant aux postes de son budget, et certaines d'entre elles sont regroupées. Les données ne sont comparables *stricto sensu* qu'au plus haut niveau d'agrégation.

^b La décomposition des montants de 1 milliard 258 millions et 1 milliard 135 millions de francs figurant respectivement à la colonne 10 (aide militaire à l'étranger) et 11 [maintien de la paix (ONU)] n'est indiquée que pour information. Ces montants sont déjà comptabilisés sous d'autres rubriques.

^c Y compris salaires, traitements et indemnités versés au personnel civil et contribution de l'employeur aux caisses de retraite.

^d Il s'agit d'une donnée supplémentaire fournie par le pays, qui couvre le personnel civil et militaire.

^e Y compris les munitions et les explosifs (hors nucléaire), les produits pétroliers, les pièces de rechange d'entretien courant, d'autres matériels et fournitures et d'autres dépenses de fonctionnement et d'entretien.

^f Y compris également un montant net de 1 milliard 208 millions de francs belges, au titre de l'infrastructure commune de l'OTAN, dont 95 millions de dépenses en qualité de pays hôte, 1 milliard 82 millions de paiements versés aux autres pays et 31 millions au titre de terrains et services.

Brésil (en milliers de reais)

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces para-militaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
1. Fonctionnement		4 383 985	3 288 889	2 658 950			89 272				56 784		10 477 880	
1.1 <i>Personnel</i>		4 318 608	2 480 099	541 520							38 472		7 378 699	
1.1.1 Conscrits														
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves														
1.1.3 Civils											18 312		3 099 181	
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		65 377	808 790	2 117 430			89 272							
1.2.1 Fournitures d'usage courant														
1.2.2 Entretien et réparations														
1.2.3 Services contractés														
1.2.4 Loyers immobiliers														
1.2.5 Divers														
2. Achats et construction		347 840	285 512	1 601 314							1 208		2 235 874	
2.1 <i>Achats</i>		291 481	217 589	1 023 749									1 532 819	
2.1.1 Aéronefs et moteurs														
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques														
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux														
2.1.5 Véhicules blindés														
2.1.6 Artillerie														
2.1.7 Autres armes des forces terrestres														
2.1.8 Munitions														
2.1.9 Électronique et communications														
2.1.10 Véhicules non blindés														
2.1.11 Divers														
2.2 <i>Construction</i>		56 359	67 923	577 565							1 208		703 055	
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes														
2.2.2 Bases de lancement de missiles														
2.2.3 Bases et installations navales														
2.2.4 Électronique, etc.														

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux			Forces para-militaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)	Terri-toire national (9)		Terri-toire national (9)	Maintien de la paix (ONU) (11)	Non ventilés (12)		
Types de coûts														
2.2.5 Installations pour le personnel														
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement														
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.														
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains														
2.2.13 Divers														
3. Recherche-développement		7 216	40 422	340 000				2 188					389 826	
3.1 Recherche fondamentale et appliquée														
3.2 Développement, essais et évaluation														
4. Total (1 + 2 + 3)		4 739 041	3 614 823	4 600 264				91 460				57 992	13 103 580	

Bulgarie

[Original : anglais]
[28 avril 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Bulgarie

Exercice budgétaire : 1er janvier-31 décembre 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : lev (en milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Bulgarie (en milliers de leva)

Types de forces	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Aide militaire				Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
						Soutien	Commandement	Forces paramilitaires	Territoire national	Étranger	Main-tien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1. Fonctionnement	-	135 112 668	18 693 159	70 784 184	-	145 690 466	100 942 623	-	-	-	-	-	471 223 100	7 569 000
1.1 <i>Personnel</i>	-	85 526 962	13 850 830	54 934 204	-	-	100 942 623	-	-	-	-	-	255 254 619	5 424 000
1.1.1 Conscrits	-	5 090 000	447 000	1 491 000	-	-	2 083 570	-	-	-	-	-	-	29 000
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves	-	67 689 000	10 800 000	46 683 000	-	-	60 328 000	-	-	-	-	-	-	3 350 000
1.1.3 Civils	-	12 747 962	2 603 830	6 760 204	-	-	38 531 053	-	-	-	-	-	-	2 045 000
1.2 <i>Opérations et entretien</i>	-	49 585 706	4 842 329	15 849 980	-	145 690 466	-	-	-	-	-	-	215 968 481	2 145 000
1.2.1 Fournitures d'usage courant	-	150 000	50 000	98 000	-	1 963 810	-	-	-	-	-	-	2 261 810	446 000
1.2.2 Entretien et réparations	-	130 000	45 000	83 000	-	4 101 668	-	-	-	-	-	-	4 359 668	6 000
1.2.3 Services contractés	-	31 374 406	4 392 629	14 222 980	-	133 799 988	-	-	-	-	-	-	183 790 003	470 000
1.2.4 Loyers immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1.2.5 Divers ^a	-	17 931 300	354 700	1 446 000	-	5 825 000	-	-	-	-	-	-	25 557 000	1 223 000
2. Achats et construction	-	6 352 000	4 137 750	2 976 750	-	2 548 400	-	-	-	-	-	-	16 014 900	106 000
2.1 <i>Achats</i> ^b	-	6 348 500	4 135 750	2 966 750	-	-	-	-	-	-	-	-	13 451 000	21 000
2.1.1 Aéronefs et moteurs	-	-	-	600 000	-	-	-	-	-	-	-	-	600 000	-
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.1.4 Navires et bateaux	-	-	2 370 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 370 000	-
2.1.5 Véhicules blindés	-	300 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300 000	-
2.1.6 Artillerie	-	2 070 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 070 000	-
2.1.7 Autres armes des forces terrestres	-	74 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	74 000	-
2.1.8 Munitions	-	92 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	92 000	-
2.1.9 Électronique et communications	-	1 190 000	-	80 000	-	-	-	-	-	-	-	-	1 270 000	-
2.1.10 Véhicules non blindés	-	70 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70 000	12 000
2.1.11 Divers	-	2 552 500	1 765 750	2 286 750	-	-	-	-	-	-	-	-	6 605 000	9 000
2.2 <i>Construction</i>	-	3 500	2 000	10 000	-	2 548 400	-	-	-	-	-	-	2 563 900	85 000
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Types de forces	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Aide militaire				Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
						Soutien	Comman-dement	Forces para-militaires	Territoire national	Étran-ger	Main-tien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
2.2.2 Bases de lancement de missiles	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-	-	-	-	10 000	-
2.2.3 Bases et installations navales	-	-	2 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 000	-
2.2.4 Électronique, etc.	-	-	-	-	-	914 000	-	-	-	-	-	-	914 000	-
2.2.5 Installations pour le personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.6 Locaux médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.7 Installations d'entraînement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.10 Ouvrages fortifiés	-	3 500	-	-	-	14 400	-	-	-	-	-	-	17 900	-
2.2.11 Abris	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.12 Terrains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.13 Divers	-	-	-	-	-	1 620 000	-	-	-	-	-	-	1 620 000	85 000
3. Recherche-développement	-	-	-	-	-	268 000	-	-	-	-	-	-	268 000	3 000
3.1 <i>Recherche fondamentale et appliquée</i>	-	-	-	-	-	20 000	-	-	-	-	-	-	-	-
3.2 <i>Développement, essais et évaluation</i>	-	-	-	-	-	248 000	-	-	-	-	-	-	248 000	3 000
4. Total (1 + 2 + 3)	-	141 464 668	22 830 909	73 760 934	-	148 506 866	100 942 623	-	-	-	-	-	487 506 000	7 678 000

^a Y compris le financement de la Réforme de l'armée en 1998.

^b Y compris les dépenses de réparation d'armes et d'équipements techniques et l'achat de pièces de rechange; non compris l'achat ou les frais de livraison d'équipements techniques et d'armements nouveaux.

Croatie

[Original : anglais]
[24 septembre 1997]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Croatie

Exercice budgétaire : 1er janvier-31 décembre 1996

Monnaie nationale et unité de mesure : kuna (en milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Croatie (en milliers de kunas)

Types de forces						Soutien, administration et commandement centraux		Forces para-militaires	Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien	Commandement		Terri-toire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1. Fonctionnement	–	6 241 707	93 104	75 588	–	204 304	63 011	–	–	–	–	–	6 677 714	–
1.1 <i>Personnel</i>	–	2 739 671	45 952	36 990	–	103 021	31 491	–	–	–	–	–	2 957 125	–
1.1.1 Conscrits		29 021	1 002	1 002									31 025	
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		2 626 650	43 200	35 988		89 028	30 396						2 825 262	
1.1.3 Civils		84 000	1 750			13 993	1 095						100 838	
1.2 <i>Opérations et entretien</i>	–	3 502 036	47 152	38 598	–	101 283	31 520	–	–	–	–	–	3 720 589	–
1.2.1 Fournitures d'usage courant		2 056 120	35 324	23 600		45 073	18 500						2 178 617	
1.2.2 Entretien et réparations		760 451	11 828	13 845		17 910	9 820						813 854	
1.2.3 Services contractés		678 460		1 153		38 300	3 200						721 113	
1.2.4 Loyers immobiliers													–	
1.2.5 Divers		7 005											7 005	
2. Achats et construction	–	685 784	134 752	23 150	–	9 145	11 730	–	–	–	–	–	864 561	–
2.1 <i>Achats</i>	–	677 766	104 600	10 340	–	8 901	–	–	–	–	–	–	801 607	–
2.1.1 Aéronefs et moteurs													–	
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques		110 008											110 008	
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires													–	
2.1.4 Navires et bateaux													–	
2.1.5 Véhicules blindés		58 063											58 063	
2.1.6 Artillerie		106 318											106 318	
2.1.7 Autres armes des forces terrestres		79 247											79 247	
2.1.8 Munitions		290 000											290 000	
2.1.9 Électronique et communications		16 130	600										16 730	
2.1.10 Véhicules non blindés		18 000	12 000										30 000	
2.1.11 Divers			92 000	10 340		8 901							111 241	
2.2 <i>Construction</i>	–	8 018	30 152	12 810	–	244	11 730	–	–	–	–	–	62 954	–
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes													–	
2.2.2 Bases de lancement de missiles													–	
2.2.3 Bases et installations navales													–	
2.2.4 Électronique, etc.													–	

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)	
						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			Non ventilés (12)
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
2.2.5 Installations pour le personnel		6 188	23 032	9 828		185	8 935						48 168	
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement														
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.														
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains														
2.2.13 Divers		1 830	7 120	2 982		59	2 795						14 786	
3. Recherche-développement		16 282	2 330	6 200		830	3 250						28 892	
3.1 Recherche fondamentale et appliquée		12 863	1 500	3 200		450	3 000						21 013	
3.2 Développement, essais et évaluation		3 419	830	3 000		380	250						7 879	
4. Total (1 + 2 + 3)		6 943 773	230 186	104 938		214 279	77 991						7 571 167	

Espagne

[Original : espagnol]
[18 mai 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Espagne

Exercice budgétaire : 1er janvier-31 décembre 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : peseta (en millions)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Espagne (en millions de pesetas)

Types de forces	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
						Soutien	Commandement		Terri-toire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coût	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) ^a	(13)	(14)
1. Fonctionnement	..	288 787	117 600	132 420	..	194 910	..	..	..	..	20 000	181 536	935 253	..
1.1 <i>Personnel</i>	..	182 398	72 251	72 195	..	169 111	..	..	..	..	..	181 536	677 491	..
1.1 <i>Conscrits</i>	..	8 306	2 043	938	..	614	..	..	..	..	..	..	11 901	..
1.1.2 <i>Autres personnels militaires, y compris les réserves</i>	..	125 075	50 100	47 823	..	140 260	..	..	..	..	..	148 647	511 905	..
1.1.3 <i>Civils</i>	..	49 017	20 108	23 434	..	28 237	..	..	..	..	..	32 889	153 685	..
1.2 <i>Opérations et entretien</i>	..	106 389	45 349	60 225	..	25 799	..	..	..	..	20 000	..	257 762	..
1.2.1 <i>Fournitures d'usage courant</i>	..	43 186	11 375	11 145	..	2 184	..	..	..	..	..	..	67 890	..
1.2.2 <i>Entretien et réparations</i>	..	36 982	23 344	36 275	..	5 439	..	..	..	..	..	..	102 040	..
1.2.3 <i>Services contractés</i>	..	6 606	2 186	3 923	..	2 898	..	..	..	..	..	..	15 613	..
1.2.4 <i>Loyers immobiliers</i>	..	35	13	26	..	643	..	..	..	..	..	..	717	..
1.2.5 <i>Divers</i>	..	19 580	8 431	8 856	..	14 635	..	..	..	..	..	..	51 502	..
2. Achats et construction	..	55 211	44 904	38 351	..	17 377	..	..	..	..	..	..	155 843	..
2.1 <i>Achats</i>	..	50 061	44 398	37 828	..	15 804	..	..	..	..	..	..	148 091	..
2.1.1 <i>Aéronefs et moteurs</i>	..	3 047	8 202	23 514	..	..	..	..	..	..	..	..	34 763	..
2.1.2 <i>Missiles, y compris les têtes classiques</i>	..	2 921	57	2 353	..	..	..	..	..	..	..	..	5 331	..
2.1.3 <i>Têtes et bombes nucléaires</i>
2.1.4 <i>Navires et bateaux</i>	26 172	..	..	..	..	..	..	..	..	..	26 172	..
2.1.5 <i>Véhicules blindés</i>	..	11 484	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11 484	..
2.1.6 <i>Artillerie</i>	..	3 307	331	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3 638	..
2.1.7 <i>Autres armes des forces terrestres</i>	..	462	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	462	..
2.1.8 <i>Munitions</i>	..	6 745	721	1 194	..	50	..	..	..	..	..	..	8 710	..
2.1.9 <i>Électronique et communications</i>	..	9 343	1 487	8 641	..	12 257	..	..	..	..	..	..	31 728	..
2.1.10 <i>Véhicules non blindés</i>	..	7 381	1 452	423	..	12	..	..	..	..	..	..	9 268	..
2.1.11 <i>Divers</i>	..	5 371	5 976	1 703	..	3 485	..	..	..	..	..	..	16 535	..
2.2 <i>Construction</i>	..	5 150	506	523	..	1 573	..	..	..	..	..	..	7 752	..
2.2.1 <i>Bases aériennes, aérodromes</i>
2.2.2 <i>Bases de lancement de missiles</i>
2.2.3 <i>Bases et installations navales</i>

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12) ^a	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coût	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) ^a	(13)	(14)
2.2.4 Électronique, etc.
2.2.5 Installations pour le personnel
2.2.6 Locaux médicaux
2.2.7 Installations d'entraînement
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration
2.2.10 Ouvrages fortifiés
2.2.11 Abris
2.2.12 Terrains
2.2.13 Divers	..	5 150	506	523	..	1 573	..	..	..	..	..	..	7 752	..
3. Recherche-développement			504			35 613							36 117	..
3.1 Recherche fondamentale et appliquée	504	..	..	31 813	..	..	..	..	..	..	32 317	..
3.2 Développement, essais et évaluation	3 800	..	..	..	..	..	..	3 800	..
4. Total (1 + 2 + 3)		343 998	163 008	170 771		247 900					20 000	181 536	1 127 213	..

^a Cette colonne comprend les montants estimatifs des pensions des personnels civils et militaires, versées par le «Ministerio de Hacienda» (Ministère des finances).

Estonie

[Original : anglais]
[24 mars 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Estonie

Exercice budgétaire : 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : couronne (en dizaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Estonie (en dizaines de milliers de couronnes estoniennes)^a

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires ^b (8)	Aide militaire			Non ventilés ^c (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts														
1. Fonctionnement		22 160	1 410	2 760			8 490	3 080			7 110	970	45 980	1 563
1.1 Personnel		12 830	970	1 510	..		3 140	1 770			4 630	970	25 820	561
1.1 Conscrits		300											300	
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		11 080	900	1 430			1 940	1 320			4 580	620	21 870	529
1.1.3 Civils		1 450	70	80			1 200	450			50	350	3 650	32
1.2 Opérations et entretien		9 330	440	1 250			5 350	1 310			2 480		20 160	1 003
1.2.1 Fournitures d'usage courant		6 920	290	1 020			4 050	1 010			2 280		15 570	829
1.2.2 Entretien et réparations		2 140	150	230			230	150			150		3 050	173
1.2.3 Services contractés		150											150	
1.2.4 Loyers immobiliers		120					1 050	150			50		1 370	
1.2.5 Divers							20						20	
2. Achats et construction		25 980	310	800			450						27 540	30
2.1 Achats		20 030	160	100			450						20 740	30
2.1.1 Aéronefs et moteurs														
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques														
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux														
2.1.5 Véhicules blindés														
2.1.6 Artillerie														
2.1.7 Autres armes des forces terrestres		15 540											15 540	
2.1.8 Munitions		1 510											1 510	30
2.1.9 Électronique et communications							450						450	
2.1.10 Véhicules non blindés														
2.1.11 Divers		2 980	160	100									3 240	
2.2 Construction		5 950	150	700									6 800	
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes				700									700	
2.2.2 Bases de lancement de missiles														
2.2.3 Bases et installations navales			150										150	
2.2.4 Électronique, etc.														

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires ^a (8)	Aide militaire			Non ventilés ^c (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)	
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)				
Types de coûts															
2.2.5 Installations pour le personnel		5 950											5 950		
2.2.6 Locaux médicaux															
2.2.7 Installations d'entraînement															
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.															
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration															
2.2.10 Ouvrages fortifiés															
2.2.11 Abris															
2.2.12 Terrains															
2.2.13 Divers															
3. Recherche-développement								100					100		
3.1 Recherche fondamentale et appliquée								50					50		
3.2 Développement, essais et évaluation								50					50		
4. Total (1 + 2 + 3)		48 140	1 720	3 560				9 040	3 080			7 110	970	73 620	1 593

^a Les colonnes 1, 5, 6, 9, 10, 11 et 12 ne s'appliquent pas à l'Estonie.

^b Les dépenses correspondent à la «ligne de défense».

^c Cette colonne est utilisée pour rapporter les sommes consacrées aux activités de «Partenariat pour la paix» qui constituent un poste spécifique dans le budget de l'Estonie.

États-Unis d'Amérique

[Original : anglais]
[2 juillet 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : États-Unis d'Amérique **Exercice budgétaire** : 1er janvier-31 décembre 1996

Monnaie nationale et unité de mesure : dollar (en millions)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

États-Unis d'Amérique (en millions de dollars)

Types de forces						Soutien, administration et commandement centraux		Forces para-militaires (8) ^f	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14) ^h	
	Types de coûts	Forces stratégiques (1) ^a	Forces terrestres (2)	Forces navales (3) ^b	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5) ^e	Soutien (6) ^d		Commandement (7) ^e	Terri-toire national (9) ^g	Étranger (10)				Maintien de la paix (ONU) (11)
1 Fonctionnement	..	46 905	46 252	41 672	..	10 054	10 440	...	..	–	...	–	155 323	–
1.1 <i>Personnel</i>	..	35 967	32 443	30 136	..	4 810	1 902	...	..	–	...	–	105 258	–
1.1.1 Conscrits	
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves	..	24 439	23 849	18 381	..	–	–	...	..	..	...	–	66 669	–
1.1.3 Civils ⁱ	..	11 528	8 594	11 755	..	4 810	1 902	...	..	..	...	–	38 589	–
1.2 <i>Opérations et entretien</i>	..	10 938	13 809	11 536	..	5 244	8 538	...	..	–	...	–	50 065	–
1.2.1 Fournitures d'usage courant	
1.2.2 Entretien et réparations	
1.2.3 Services contractés	
1.2.4 Loyers immobiliers	
1.2.5 Divers	
2. Achats et construction	..	9 672	22 064	20 881	..	2 655	4 154	...	..	–	..	11 644	71 070	–
2.1 <i>Achats</i>	..	7 281	19 241	18 465	..	2 019	1 909	...	..	–	..	11 644	60 559	–
2.1.1 Aéronefs et moteurs	..	1 435	5 034	7 861	..	..	..	...	..	..	..	–	14 330	..
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques	..	919	2 622	3 235	..	..	..	...	..	..	..	..	6 776	..
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires ^j	11 644	11 644	..	
2.1.4 Navires et bateaux	..	–	7 348	–	..	–	–	...	..	..	..	–	7 348	..
2.1.5 Véhicules blindés	..	1 211	^k	...	..	...	...	...	..	..	..	–	1 211	..
2.1.6 Artillerie	..	^l	^k	...	..	...	...	...	..	..	..	–	..	..
2.1.7 Autres armes des forces terrestres	..	^l	^k	...	..	...	...	...	..	..	..	–	–	..
2.1.8 Munitions	..	875	^k	^k	..	...	...	...	..	..	..	–	875	..
2.1.9 Électronique et communications	..	^k	^k	^k	..	...	...	...	..	..	..	–	..	..
2.1.10 Véhicules non blindés	..	^k	^k	^k	..	...	...	...	..	..	..	–	..	..
2.1.11 Divers	..	2 841	4 237	7 369	..	2 019	1 909	...	..	..	..	–	18 375	..
2.2 <i>Construction</i> ^m	..	2 391	2 823	2 416	..	636	2 245	...	..	..	..	–	10 511	–
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes	
2.2.2 Bases de lancement de missiles	
2.2.3 Bases et installations navales	
2.2.4 Électronique, etc.	
2.2.5 Installations pour le personnel	

Types de forces	Forces stratégiques (1) ^a	Forces terrestres (2)	Forces navales (3) ^b	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5) ^c	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8) ^f	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14) ^g
						Soutien (6) ^d	Commandement (7) ^e		Terri-toire national (9) ^e	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts														
2.2.6 Locaux médicaux
2.2.7 Installations d'entraînement
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration
2.2.10 Ouvrages fortifiés
2.2.11 Abris
2.2.12 Terrains
2.2.13 Divers
3. Recherche-développement	..	4 925	9 404	13 056	..	9 176	-	...	..	-	..	-	36 561	-
3.1 Recherche fondamentale et appliquée	-	-	-
3.2 Développement, essais et évaluation	..	4 925	9 404	13 056	..	9 176		...	..		..	-	36 561	-
3.A Données non ventilées ^h	..	(320)	1 870	(231)	..	(430)	1 060	3 529	..	4 565	359	-	10 402	-
4. Total (1 + 2 + 3)^a	..	61 182	79 590	75 378	-	21 455	15 654	3 529	-	4 565	359	11 644	273 356	-

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau)

- ^a Les États-Unis n'ont pas de service séparé ou de département militaire pour les forces stratégiques. Toutes les dépenses relatives à ses forces (offensives, défensives, commandement et contrôle et communications) ont été inscrites dans les colonnes réservées, respectivement, aux forces terrestres, aux forces navales et aux forces aériennes. Il n'y a pas de données immédiatement disponibles concernant les dépenses afférentes aux forces stratégiques en tant que telles.
- ^b Budget du Ministère de la marine qui couvre la marine et le corps des marines.
- ^c Colonne sans objet pour les États-Unis. Toutes les forces militaires – d'active et de réserve – sont financées par imputation sur les budgets militaires indiqués.
- ^d Y compris des budgets des agences de la défense (Cabinet du Secrétaire de la défense, agences de la logistique, des systèmes d'information, d'audit des contrats, etc.). Ces agences apportent un soutien aux activités de défense et en assument l'administration générale.
- ^e Y compris des programmes spéciaux de défense ne relevant pas normalement des départements militaires ou des agences de la défense (p. 4, restauration de l'environnement).
- ^f Y compris les dépenses afférentes à l'U.S. Coast Guard relevant du Ministère des transports.
- ^g Données non affectées : comprend les dépenses militaires à l'étranger, le fonds d'aide économique, et autres programmes situés dans la catégorie «aide à la sécurité internationale».
- ^h Le programme de défense civile en tant que tel a été supprimé.
- ⁱ Les dépenses civiles additionnelles («MILCON», logement des familles, recherche-développement, essais et évaluation, et gestion) s'élèvent à 4 415 millions de dollars.
- ^j Comprend toutes les activités de défense faisant appel à l'énergie nucléaire, notamment armes, production de matières nucléaires, mise au point de réacteurs à propulsion nucléaire et technologies de vérification et de contrôle.
- ^k Inscrites à la figure 2.1.11 (Divers).
- ^l Inscrites à la ligne 2.1.5 (Véhicules blindés).
- ^m Coût du logement des familles du personnel militaire inclus.
- ⁿ Les États-Unis ont fourni des données à titre de catégorie additionnelle.

États-Unis d'Amérique

[Original : anglais]
[2 juillet 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

s

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : États-Unis d'Amérique **Exercice budgétaire** : 1er janvier-31 décembre 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : dollar (en millions)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

États-Unis d'Amérique (en millions de dollars)

Types de coûts	Types de forces					Soutien, administration et commandement centraux		Forces para-militaires (8) ^f	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14) ^g
	Forces stratégiques (1) ^a	Forces terrestres (2)	Forces navales (3) ^b	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5) ^c	Soutien (6) ^d	Commandement (7) ^e		Terri-toire national (9) ^e	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
1 Fonctionnement	..	49 160	49 230	41 966	..	21 665	–	...	..	–	...	–	162 021	–
1.1 <i>Personnel</i>	..	37 765	34 374	29 685	..	6 687	–	...	..	–	...	–	108 511	–
1.1.1 Conscrits	–	...	–
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves	..	26 196	24 820	19 171	..	–	–	...	..		...	–	70 187	–
1.1.3 Civils ⁱ	..	11 569	9 554	10 514	..	6 687	–	...	..		...	–	38 324	–
1.2 <i>Opérations et entretien</i>	..	11 395	14 856	12 281	..	14 978	–	...	..	–	...	–	53 510	–
1.2.1 Fournitures d'usage courant	–	...	–
1.2.2 Entretien et réparations	–	...	–
1.2.3 Services contractés	–	...	–
1.2.4 Loyers immobiliers	–	...	–
1.2.5 Divers	–	...	–
2. Achats et construction	..	10 587	20 685	17 083	..	3 436	1 544	...	..	–	..	11 293	64 628	–
2.1 <i>Achats</i>	..	8 072	17 210	14 388	..	1 999	1 544	...	..	–	..	11 293	54 506	–
2.1.1 Aéronefs et moteurs	..	1 329	6 715	6 267	..	...	...	...	..	...	..		14 311	..
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques	..	1 003	1 332	1 839	..	..	..	..	..	..	..	–	4 174	..
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires ^j	11 293	11 293	..
2.1.4 Navires et bateaux	..	–	5 467	–	..	–	–	...	..	...	..	–	5 467	..
2.1.5 Véhicules blindés	..	1 419	^k	...	..	...	...	...	..	...	..	–	1 419	..
2.1.6 Artillerie	..	^l	^k	...	..	...	...	...	..	...	..	–	...	..
2.1.7 Autres armes des forces terrestres	..	^l	^k	...	..	...	...	...	..	...	..	–	–	..
2.1.8 Munitions	..	1 143	^k	^k	..	...	...	...	..	...	..	–	1 143	..
2.1.9 Électronique et communications	..	^k	^k	^k	..	...	...	...	..	...	..	–	...	..
2.1.10 Véhicules non blindés	..	^k	^k	^k	..	...	...	...	..	...	..	–	...	..
2.1.11 Divers	..	3 178	3 696	6 282	..	1 999	1 544	...	..	...	..	–	16 699	..

Types de forces	Types de coûts											Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14) ^b	
	Forces stratégiques (1) ^a	Forces terrestres (2)	Forces navales (3) ^b	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5) ^c	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8) ^f	Aide militaire					Non ventilés (12)
						Soutien (6) ^d	Commandement (7) ^e		Terri-toire national (9) ^g	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
2.2 Construction ^m	..	2 515	3 475	2 695	..	1 437	–	...	..	...	..	–	10 122	–
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes
2.2.2 Bases de lancement de missiles
2.2.3 Bases et installations navales
2.2.4 Électronique, etc.
2.2.5 Installations pour le personnel
2.2.6 Locaux médicaux
2.2.7 Installations d'entraînement
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration
2.2.10 Ouvrages fortifiés
2.2.11 Abris
2.2.12 Terrains
2.2.13 Divers
3. Recherche-développement	..	4 916	7 884	14 090	..	9 613	–	...	..	–	..	–	36 503	–
3.1 Recherche fondamentale et appliquée	–	–	–
3.2 Développement, essais et évaluation	..	4 916	7 884	14 090	..	9 613	–	...	..	..	..	–	36 503	–
3.A Données non ventilées ⁿ	..	1	1 393	31	..	988	–	279	..	4 632	335	–	7 659	..
4. Total (1 + 2 + 3)^a	..	64 664	79 192	73 170	–	35 702	1 544	279	–	4 632	335	11 293	270 811	–

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau)

- ^a Les États-Unis n'ont pas de service séparé ou de département militaire pour les forces stratégiques. Toutes les dépenses relatives à ses forces (offensives, défensives, commandement et contrôle et communications) ont été inscrites dans les colonnes reserrées, respectivement, aux forces terrestres, aux forces navales et aux forces aériennes. Il n'y a pas de données immédiatement disponibles concernant les dépenses afférentes aux forces stratégiques en tant que telles.
- ^b Budget du Ministère de la marine qui couvre la marine et le corps des marines.
- ^c Colonne sans objet pour les États-Unis. Toutes les forces militaires – d'active et de réserve – sont financées par imputation sur les budgets militaires indiqués.
- ^d Y compris des budgets des agences de la défense (Cabinet du Secrétaire de la défense, agences de la logistique, des systèmes d'information, d'audit des contrats, etc.). Ces agences apportent un soutien aux activités de défense et en assument l'administration générale.
- ^e Y compris des programmes spéciaux de défense ne relevant pas normalement des départements militaires ou des agences de la défense (p. 4, restauration de l'environnement).
- ^f Y compris les dépenses afférentes à l'U.S. Coast Guard relevant du Ministère des transports..
- ^g Données non affectées : comprend les dépenses militaires à l'étranger, le fonds d'aide économique, et autres programmes situés dans la catégorie «aide à la sécurité internationale».
- ^h Le programme de défense civile en tant que tel a été supprimé.
- ⁱ Les dépenses civiles additionnelles («MILCON», logement des familles, recherche-développement, essais et évaluation, et gestion) s'élèvent à 4 415 millions de dollars.
- ^j Comprend toutes les activités de défense faisant appel à l'énergie nucléaire, notamment armes, production de matières nucléaires, mise au point de réacteurs à propulsion nucléaire et technologies de vérification et de contrôle.
- ^k Inscrites à la figure 2.1.11 (Divers).
- ^l Inscrites à la ligne 2.1.5 (Véhicules blindés).
- ^m Coût du logement des familles du personnel militaire inclus.
- ⁿ Les États-Unis ont fourni des données à titre de catégorie additionnelle.

Fédération de Russie

[Original : russe]
[14 juillet 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Fédération de Russie

Exercice budgétaire : 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : rouble (en millions)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Fédération de Russie (en millions de roubles)

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non-ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1. Fonctionnement		23 668 870	10 131 025	4 847 629	9 924 175	7 789 994	1 368 202	7 067 909				2 587	64 800 391	403 016
1.1 <i>Personnel</i>		13 392 441	6 366 225	3 854 953	6 727 798		956 285	2 396 465				2 587	33 696 754	238 080
1.1.1 Conscrits								28 175					28 175	3 530
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		7 971 572	3 146 161	2 772 567	4 394 896		543 502	2 161 236				2 587	33 668 579	198 748
1.1.3 Civils		5 420 869	3 220 064	1 082 386	2 332 902		412 783	207 054					12 676 058	35 802
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		10 276 429	3 764 800	992 676	3 196 377	7 789 994	411 917	4 671 444					31 103 637	164 936
1.2.1 Fournitures d'usage courant		6 758 927	2 048 948	347 748	1 583 346	5 397 621	201 204	3 792 025					20 129 819	103 081
1.2.2 Entretien et réparations		685 263	949 785	339 155	532 578	1 138 618	34 808	335 798					4 016 005	41 821
1.2.3 Services contractés		2 765 977	749 813	301 789	947 097	1 233 005	165 371	489 052					6 652 104	5 233
1.2.4 Loyers immobiliers								3 300					3 300	
1.2.5 Divers		66 262	16 254	3 984	133 356	20 750	10 534	51 269					302 409	14 801
2. Achats et construction	919 722	5 270 058	3 556 127	2 764 817	6 323 540	776 133	222 380	1 572 138					21 404 915	320 015
2.1 <i>Achats</i>		3 295 332	2 701 447	2 121 559	4 704 650	582 552		903 258					14 308 798	214 815
2.1.1 Aéronefs et moteurs				490 080				168 351					658 431	595
2.1.2 Missiles, y compris les têtes clas-siques		121 927	286 353	114 564	1 171 458								1 694 302	
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux			1 048 162					306 200					1 354 362	
2.1.5 Véhicules blindés		237 264											237 264	
2.1.6 Artillerie		369 077	540										369 617	

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces militaires paraplées (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Dépense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			Non ventilés (12)
Types de coûts													
2.1.7 Autres armes des forces terrestres		682 134						30 415				712 549	
2.1.8 Munitions		402 030	48 626	29 702				25 213				505 571	347
2.1.9 Électronique et communications		395 440	262 040	78 498	1 514 897		287 570	106 205				2 605 830	15 341
2.1.10 Véhicules non blindés													
2.1.11 Divers		1 087 460	1 055 726	1 408 715	2 018 295		333 802	264 705				264 705	94 922
2.2 Construction	919 722	1 974 726	854 680	643 258	1 618 890		193 581	668 880				5 906 167	103 610
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes			29 360									29 360	
2.2.2 Bases de lancement de missiles	351 059											351 059	
2.2.3 Bases et installations navales			112 384									112 384	
2.2.4 Électronique, etc.													
2.2.5 Installations pour le personnel	398 542	1 487 261	614 038	558 690	1 452 281		63 075	133 315				4 849 930	66 904
2.2.6 Locaux médicaux		1 405	13 627	48 044			76 702					142 026	
2.2.7 Installations d'entraînement		141	5 619									8 991	
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.		140	15 453		34 839		33 434					84 287	3 941
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration	70 521	140	15 172	2 809	3 231		19 105					110 978	1 476
2.2.10 Ouvrages fortifiés							13 205					13 205	
2.2.11 Abris													
2.2.12 Terrains													
2.2.13 Divers	99 600	485 639	49 027	33 715	128 539		20 370	535 565				1 393 897	32 879

Types de forces	Soutien, administration et commandement centraux										Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)		
	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire					
Types de coûts						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)	Non ventilés (12)		
3. Recherche-développement														
3.1 Recherche fondamentale et appliquée	809 357	805 792	1 204 306	2 925 134	544 560	1 131 493	21 200						7 441 842	12 629
3.2 Développement, essais et évaluation	45 502	30 071	121 520	98 750	82 500	636 133							1 014 476	12 629
4. Total (1+2+3)	919 722	29 748 285	14 492 944	8 816 752	19 172 849	9 110 687	2 722 075	21 200				2 587	6 427 366	735 660

Fédération de Russie

Deuxième partie

1. Afin de déterminer approximativement les coûts d'opportunité du recours à des conscrits dans le secteur militaire, il est demandé de fournir les renseignements suivants :

a) Taux de salaire moyen que les conscrits auraient probablement obtenu dans le civil au cours de l'année couverte par le présent rapport, s'ils n'avaient pas été occupés dans le secteur militaire.

Réponse : non disponible

(salaire par période de temps donnée, en monnaie nationale)

S'ils ne disposent pas de cette estimation, les enquêtés sont priés d'indiquer un taux de salaire moyen courant dans le secteur civil, dont ils pensent qu'il pourrait servir de mesure appropriée des coûts d'opportunité.

b) Le nombre d'années-homme consacrées par les conscrits au service militaire, au cours de l'année objet du présent rapport.

Réponse : non disponible

(nombre d'années-homme)

2. En ce qui concerne le point d) des lignes directrices spécifiques ci-dessus, les enquêtés sont priés d'indiquer ci-après le montant total de l'aide militaire reçue de l'étranger pendant l'année objet du rapport. Ce montant doit être indiqué dans la même monnaie et unité de compte que dans la matrice, la conversion des devises en monnaie nationale étant opérée de préférence à un taux moyen annuel du marché ou à un taux d'échange au pair indiqué par le Fonds monétaire international.

Réponse : non disponible

(montant)

3. En ce qui concerne les points n) et o) ci-dessus, les informations demandées doivent être communiquées ici selon les mêmes termes de valeur que ceux de la matrice. Il est demandé que les dépenses totales, au moins, et, de préférence, les dépenses ventilées par types ou groupes de forces (colonnes 1 à 12 de la matrice) soient communiquées comme suit :

Épuisement des munitions : non disponible

Ventes par le secteur militaire de :

- a) Terrains
- b) Biens fonciers autres que des terrains
- c) Équipement non disponible
- d) Services non disponible
- e) Divers non disponible

4. Les enquêtés sont priés de faire savoir s'il serait facile d'obtenir pour l'année objet du rapport des statistiques concernant les points suivants :

	<i>Réponse disponible</i>	<i>Réponse non disponible</i>
Indice des prix présentant une importance particulière pour le secteur militaire	–	x
Exportations d'équipement militaire	x	–
Ventilation des exportations par :		
i) Pays	x	–
ii) Régions	x	–
Importations d'équipement militaire	x	–
Ventilation de ces importations par :		
i) Pays	x	–
ii) Régions	x	–

5. Faute d'un taux de change régulièrement publié, ou en cas de taux de change jugé non approprié pour convertir des dépenses militaires, les enquêtés sont priés d'exposer d'autres moyens possibles de comparer les dépenses militaires du pays à celles d'autres pays.

Finlande

[Original : anglais]
[5 juin 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Finlande

Exercice budgétaire : 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : markka (en millions)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux			Forces para-militaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)	Forces		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			Non ventilés (12)
Types de coûts														
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement		187											187	
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.														
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains		12											12	
2.2.13 Divers														
3. Recherche-développement														
3.1 Recherche fondamentale et appliquée		40											40	
3.2 Développement, essais et évaluation		40											40	
4. Total (1 + 2 + 3)		4 479	528	3 777				907		233	224		10 153	

France

[Original : français]
[5 juin 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : France

Exercice budgétaire : 1998

Monnaie nationale et unité de mesure : franc (en centaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

France (en centaines de milliers de francs français)

Types de forces Types de coûts						Soutien, administration et commandement centraux		Forces para-militaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étran-ger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
1. Fonctionnement	130 948	392 574	175 266	200 554		76 542	28 643	207 159					1 211 686	
1.1 <i>Personnel</i>	54 113	292 990	109 400	118 520		57 341	6 161	166 189					804 714 ^a	
1.1.1 Conscrits														
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves														
1.1.3 Civils														
1.2 <i>Opérations et entretien^b</i>	76 835	99 584	65 866	82 034		19 201	22 482	40 970					406 972	
1.2.1 Fournitures d'usage courant														
1.2.2 Entretien et réparations														
1.2.3 Services contractés														
1.2.4 Loyers immobiliers														
1.2.5 Divers														
2. Achats et construction	65 853	109 878	96 428	104 615		38 420	6 585	17 949					439 728	
2.1 <i>Achats</i>	46 344	86 581	84 740	93 604		16 731	582	9 654					338 236	
2.1.1 Aéronefs et moteurs														
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques														
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux														
2.1.5 Véhicules blindés														
2.1.6 Artillerie														
2.1.7 Autres armes des forces terrestres														
2.1.8 Munitions		7 477	9 365	13 960									30 802	
2.1.9 Électronique et communications														
2.1.10 Véhicules non blindés														
2.1.11 Divers ^c	46 344	79 104	75 375	79 644		16 731	582	9 654					307 434	
2.2 <i>Construction</i>	19 509	23 297	11 688	11 011		21 689	6 003	8 295					101 492	
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes														
2.2.2 Bases de lancement de missiles														
2.2.3 Bases et installations navales														
2.2.4 Électronique, etc.														

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étran-ger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts														
2.2.5 Installations pour le personnel														
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement														
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.														
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains														
2.2.13 Divers														
3. Recherche-développement	112 904	30 754	18 017	31 812		2 100	247						195 834	
3.1 Recherche fondamentale et appliquée														
3.2 Développement, essais et évaluation														
4. Total (1 + 2 + 3)	309 705	533 206	289 711	336 981		117 062	35 475	225 108					1 847 248	

^a Comprend un montant de 53 543 millions de francs français correspondant aux retraites du personnel civil des armées.

^b Comprend des sous-postes budgétaires (non indiqués ici) couvrant les frais de fonctionnement, la nourriture, le gaz et les carburants, l'habillement et l'entretien du matériel.

^c Couvre la fabrication.

Types de forces	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
						Soutien	Commandement		Territoire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
2.2.3 Bases et installations navales			3 979										3 979	
2.2.4 Électronique, etc.					337								337	
2.2.5 Installations pour le personnel		8 280	1 750	1 650	4		5 430						17 114	
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement														
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.														
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration						532							532	
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains		6 051					1 736						7 787	
2.2.13 Divers		55					1 910						1 965	
3. Recherche-développement		4	40	2 200		100	80						2 424	
3.1 Recherche fondamentale et appliquée		4	40	500			80						624	
3.2 Développement, essais et évaluation				1 700		100							1 800	
4. Total (1 + 2 + 3)^a		399 606	188 598	328 225	328 798	1 885	34 547						1 281 659^a	

^a Le montant de 328 798 millions de drachmes figurant à la colonne 5 (Autres forces de combat) indique le montant des dépenses consacrées à la police et peut être retranché du montant total. Si on le retranche des 1 281 659 millions de drachmes indiqués, on aboutit à un total de 952 861 millions de drachmes.

Italie

[Original : anglais]
[29 juillet 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Italie **Exercice budgétaire** : 1er janvier-31 décembre 1996

Monnaie nationale et unité de mesure : lire (en dizaines de millions)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Italie (en dizaines de millions de lires italiennes)

Types de forces						Soutien, administration et commandement centraux		Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile	
	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien	Commandement	Forces paramilitaires	Territoire national	Étranger				Maintien de la paix (ONU)
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1. Fonctionnement		700 883	313 632	479 402	718 225	196 179							2 408 321	
1.1 <i>Personnel</i>		508 674	247 664	305 223	619 557	13 143							1 694 261	
1.1.1 Conscrits														
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		408 572	170 930	270 283	619 533	13 087							1 482 405	
1.1.3 Civils		100 102	76 734	34 940	24	56							211 856	
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		192 209	65 968	174 179	98 668	183 036							714 060	
1.2.1 Fournitures d'usage courant		117 056	31 590	37 996	52 974	18 961							258 577	
1.2.2 Entretien et réparations		12 568	4 121	50 853	2 181	179							69 902	
1.2.3 Services contractés														
1.2.4 Loyers immobiliers														
1.2.5 Divers		62 585	30 257	85 330	43 513	163 896							385 581	
2. Achats et construction		133 775	92 009	144 888	22 729	14 666							408 067	
2.1 <i>Achats</i>		128 216	88 087	140 778	22 489								379 570	
2.1.1 Aéronefs et moteurs		294	124	108 137									108 555	
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques			6 467	2 457									8 924	
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux		58	62 208		12 332								74 598	
2.1.5 Véhicules blindés		26 215			6 774								32 989	
2.1.6 Artillerie		1 772											1 772	
2.1.7 Autres armes des forces terrestres		43 615	7 761	4 301									55 677	
2.1.8 Munitions		11 391	6 365	1 564									19 320	
2.1.9 Électronique et communications		24 470	4 284	21 711	2 964								53 429	
2.1.10 Véhicules non blindés		10 135	522	2 286									12 943	
2.1.11 Divers		10 266	356	322	419								11 363	
2.2 <i>Construction</i>		5 559	3 922	4 110	240	14 666							28 497	
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes														
2.2.2 Bases de lancement de missiles														
2.2.3 Bases et installations navales														

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paritaires militaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Dépense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			Non ventilés (12)
2.2.4 Électronique, etc.													
2.2.5 Installations pour le personnel													
2.2.6 Locaux médicaux													
2.2.7 Installations d'entraînement													
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.													
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration													
2.2.10 Ouvrages fortifiés													
2.2.11 Abris													
2.2.12 Terrains													
2.2.13 Divers													
3. Recherche-développement													
3.1 Recherche fondamentale et appliquée	3 136	1 400	76 170			33 536						114 242	
3.2 Développement, essais et évaluation	3 136	1 400	76 170			33 536						33 536	
4. Total (1 + 2 + 3)	8 377 794	4 07 041	700 460	740 954	244 381	2 930 630							

Japon

[Original : anglais]

[]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Japon

Exercice budgétaire : 1er avril 1997-31 mars 1998

Monnaie nationale et unité de mesure : yen (en centaines de millions)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Japon (en centaines de millions de yen)^a

Types de forces	Types de coûts													
	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
						Soutien	Commandement		Territoire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) ^s	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1. Fonctionnement		14 163	7 313	8 195		5 278	306						35 255	
1.1 <i>Personnel^s</i>		12 221	4 119	4 034		680	206						21 260	
1.1.1 Conscrits														
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves														
1.1.3 Civils														
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		1 942	3 194	4 161		4 598	100						13 995	
1.2.1 Fournitures d'usage courant														
1.2.2 Entretien et réparations		948	2 369	3 280		4	36						6 637	
1.2.3 Services contractés														
1.2.4 Loyers immobiliers		78	23	36		1 008							1 145	
1.2.5 Divers		916	802	845		3 586	64						6 213	
2. Achats et construction		3 937	4 030	3 483		1 093	12						12 555	
2.1 <i>Achats</i>		2 933	3 609	2 804			2						9 348	
2.1.1 Aéronefs et moteurs		362	653	1 687									2 702	
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques														
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux			2 044										2 044	
2.1.5 Véhicules blindés														
2.1.6 Artillerie														
2.1.7 Autres armes des forces terrestres														
2.1.8 Munitions														
2.1.9 Électronique et communications														
2.1.10 Véhicules non blindés														
2.1.11 Divers		2 571	912	1 117			2						4 602	

Types de forces	Types de forces													
	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6) ^b	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) ^b	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
2.2 Construction		1 004	421	679		1 093	10						3 207	
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes														
2.2.2 Bases de lancement de missiles														
2.2.3 Bases et installations navales														
2.2.4 Électronique, etc.														
2.2.5 Installations pour le personnel														
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement														
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.														
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains														
2.2.13 Divers														
3. Recherche-développement						1 605							1 605	
3.1 Recherche fondamentale et appliquée														
3.2 Développement, essais et évaluation														
4. Total (1 + 2 + 3)		18 100	11 343	11 678		7 976	318						49 415^d	

^a Il s'agit de prévisions budgétaires et non de dépenses effectives.

^b Pour des raisons techniques, les dépenses relatives aux forces américaines stationnées au Japon sont prises en compte dans cette colonne.

^c Comprend la nourriture du personnel en uniforme.

^d Outre ce total, il y a une dépense de 6,1 milliards de yen (en 1997) au titre de SACO (Comité d'action spécial – Okinawa) et de projets connexes.

Japon

Deuxième partie

1. Afin de déterminer approximativement les coûts d'opportunité du recours à des conscrits dans le secteur militaire, il est demandé de fournir les renseignements suivants :

a) Taux de salaire moyen que les conscrits auraient probablement obtenu dans le civil au cours de l'année couverte par le présent rapport, s'ils n'avaient pas été occupés dans le secteur militaire.

Réponse : sans objet
(salaire par période de temps donnée, en monnaie nationale)

S'ils ne disposent pas de cette estimation, les enquêtés sont priés d'indiquer un taux de salaire moyen courant dans le secteur civil dont ils pensent qu'il pourrait servir de mesure appropriée des coûts d'opportunité;

b) Le nombre d'années-homme consacrées par les conscrits au service militaire, au cours de l'année objet du projet rapport.

Réponse : sans objet
(nombre d'années-homme)

2. En ce qui concerne le point d) des lignes directrices spécifiques ci-dessus, les enquêtés sont priés d'indiquer ci-après le montant total de l'aide militaire reçue de l'étranger pendant l'année objet du rapport. Ce montant doit être indiqué dans la même monnaie et unité de compte que dans la matrice, la conversion des devises en monnaie nationale étant opérée de préférence à un taux moyen annuel du marché ou à un taux d'échange au pair indiqué par le Fonds monétaire international.

Réponse : non disponible
(montant)

3. En ce qui concerne les points n) et o) ci-dessus, les informations demandées doivent être communiquées ici selon les mêmes termes de valeur que ceux de la matrice. Il est demandé que les dépenses totales, au moins, et, de préférence, les dépenses ventilées par types ou groupes de forces (colonnes 1 à 12 de la matrice) soient communiquées comme suit :

Épuisement des munitions : non disponible

Ventes par le secteur militaire de :

- a) Terrains non disponible
- b) Biens fonciers autres que des terrains non disponible
- c) Équipement non disponible
- d) Services non disponible
- e) Divers non disponible

4. Les enquêtés sont priés de faire savoir s'il serait facile d'obtenir pour l'année objet du rapport des statistiques concernant les points suivants :

	<i>Réponse disponible</i>	<i>Réponse non disponible</i>
Indice des prix présentant une importance particulière pour le secteur militaire	–	x
Exportations d'équipement militaire	–	x
Ventilation des exportations par :		
i) Pays	–	x
ii) Régions	–	x
Importations d'équipement militaire	x	–
Ventilation de ces importations par :		
i) Pays	x	–
ii) Régions	–	x

5. Faute d'un taux de change régulièrement publié, ou en cas de taux de change jugé non approprié pour convertir des dépenses militaires, les enquêtés sont priés d'exposer d'autres moyens possibles de comparer les dépenses militaires du pays à celles d'autres pays.

Lituanie

[Original : anglais]
[15 avril 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Lituanie **Exercice budgétaire** : 1er janvier 1996-31 décembre 1996

Monnaie nationale et unité de mesure : litas (en milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Lituanie (en milliers de litas)

Types de forces						Soutien, administration et commandement centraux		Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)	
	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien (6)	Commandement (7)	Forces para-militaires (8)	Aide militaire					
									Terri-toire national (9)	Étranger (10)				Maintien de la paix (ONU) (11)
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1. Fonctionnement	..	69 511	11 525	13 783	..	21 535	8 285	31 731	..	..	..	1 700	158 070	6 260
1.1 <i>Personnel</i>	..	39 503	6 200	7 864	..	6 417	5 865	23 060	..	..	..	253	89 162	3 287
1.1.1 <i>Conscrits</i>	..	2 503	475	..	..	..	..	120	..	..	..	..	3 098	20
1.1.2 <i>Autres personnels militaires, y compris les réserves</i>	..	36 932	5 704	7 784	..	6 116	5 679	22 797	..	..	..	253	85 265	2 872
1.1.3 <i>Civils</i>	..	68	21	80	..	301	186	143	..	..	..	..	799	395
1.2 <i>Opérations et entretien</i>	..	30 008	5 325	5 919	..	15 118	2 420	8 671	..	..	..	1 447	68 908	2 973
1.2.1 <i>Fournitures d'usage courant</i>	..	15 926	3 355	3 906	..	12 586	550	4 961	..	..	..	1 094	42 378	1 251
1.2.2 <i>Entretien et réparations</i>	..	3 087	406	572	..	708	..	686	..	..	..	..	5 459	121
1.2.3 <i>Services contractés</i>	..	1 657	79	190	..	221	447	109	..	..	..	72	2 775	145
1.2.4 <i>Loyers immobiliers</i>
1.2.5 <i>Divers</i>	..	9 338	1 485	1 251	..	1 603	1 423	2 915	..	..	..	281	18 296	1 456
2. Achats et construction	..	317	23	2 229	..	5 146	308	27	..	..	..	4 050	12 100	1 822
2.1 <i>Achats</i>	..	317	23	2 229	..	1 286	308	27	..	..	..	4 050	8 240	1 822
2.1.1 <i>Aéronefs et moteurs</i>
2.1.2 <i>Missiles, y compris les têtes classiques</i>
2.1.3 <i>Têtes et bombes nucléaires</i>
2.1.4 <i>Navires et bateaux</i>
2.1.5 <i>Véhicules blindés</i>
2.1.6 <i>Artillerie</i>
2.1.7 <i>Autres armes des forces terrestres</i>
2.1.8 <i>Munitions</i>
2.1.9 <i>Électronique et communications</i>	2 215	..	500	..	..	..	..	..	..	2 715	..
2.1.10 <i>Véhicules non blindés</i>
2.1.11 <i>Divers</i>	..	317	23	14	..	786	308	27	..	..	..	4 050	5 525	1 822
2.2 <i>Construction</i>	3 860	..	..	..	..	..	..	3 860	..
2.2.1 <i>Bases aériennes, aérodromes</i>
2.2.2 <i>Bases de lancement de missiles</i>
2.2.3 <i>Bases et installations navales</i>
2.2.4 <i>Électronique, etc.</i>
2.2.5 <i>Installations pour le personnel</i>

Types de forces	Forces stratégiques (1)		Forces terrestres (2)		Forces navales (3)		Forces aériennes (4)		Autres forces de combat (5)		Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)			Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)		Défense civile (14)	
												Soutien (6)	Commandement (7)	Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)	Non ventilés (12)					
Types de coûts																						
2.2.6	Locaux médicaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2.2.7	Installations d'entraînement	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2.2.8	Magasins, dépôts, etc.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2.2.9	Locaux de commandement et d'administration	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3 860	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3 860	..
2.2.10	Ouvrages fortifiés	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2.2.11	Abris	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2.2.12	Terrains	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2.2.13	Divers	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3.	Recherche-développement	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3.1	Recherche fondamentale et appliquée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3.2	Développement, essais et évaluation	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4.	Total (1 + 2 + 3)	..	69 828	11 548	16 012	..	26 681	8 593	31 758	..	..	..	..	..	..	..	5 750	..	..	170 170	..	8 082

Lituanie

Deuxième partie

6. Afin de déterminer approximativement les coûts d'opportunité du recours à des conscrits dans le secteur militaire, il est demandé de fournir les renseignements suivants :

a) Taux de salaire moyen que les conscrits auraient probablement obtenu dans le civil au cours de l'année couverte par le présent rapport, s'ils n'avaient pas été occupés dans le secteur militaire.

Réponse : 7 440 litas par an
(salaire par période de temps, donnée en monnaie nationale)

S'ils ne disposent pas de cette estimation, les enquêtés sont priés d'indiquer un taux de salaire moyen courant dans le secteur civil, dont ils pensent qu'il pourrait servir de mesure appropriée des coûts d'opportunité;

b) Le nombre d'années-homme consacrées par les conscrits au service militaire, au cours de l'année objet du présent rapport.

Réponse : 2 912 heures par an
(nombre d'années-homme)

7. En ce qui concerne le point d) des lignes directrices spécifiques ci-dessus, les enquêtés sont priés d'indiquer ci-après le montant total de l'aide militaire reçue de l'étranger pendant l'année objet du rapport. Ce montant doit être indiqué dans la même monnaie et unité de compte que dans la matrice, la conversion des devises en monnaie nationale étant opérée de préférence à un taux moyen annuel du marché ou à un taux d'échange au pair indiqué par le Fonds monétaire international.

Réponse : non disponible
(montant)

8. En ce qui concerne les points n) et o) ci-dessus, les informations demandées doivent être communiquées ici selon les mêmes termes de valeur que ceux de la matrice. Les dépenses totales, au moins, et, de préférence, les dépenses ventilées par types ou groupes de forces (colonnes 1 à 12 de la matrice) soient communiquées comme suit :

Épuisement des munitions : non disponible

Ventes par le secteur militaire de :

- a) Terrains
- b) Biens fonciers autres que des terrains
- c) Équipement
- d) Services
- e) Divers

9. Les enquêtés sont priés de faire savoir s'il serait facile d'obtenir pour l'année objet du rapport des statistiques concernant les points suivants :

	<i>Réponse disponible</i>	<i>Réponse non disponible</i>
Indice des prix présentant une importance particulière pour le secteur militaire	–	x
Exportations d'équipements militaires	–	x
Ventilation des exportations par :		
i) Pays	–	x
ii) Régions	–	x
Importations d'équipements militaires	x	–
Ventilation de ces importations par :		
i) Pays	x	–
ii) Régions	x	–

10. Faute d'un taux de change régulièrement publié, ou en cas de taux de change jugé non approprié pour convertir des dépenses militaires, les enquêtés sont priés d'exposer d'autres moyens possibles de comparer les dépenses militaires du pays à celles d'autres pays.

Malte

[Original : français]
[15 avril 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Malte **Exercice budgétaire** : 1er janvier 1996-31 décembre 1996

Monnaie nationale et unité de mesure : lire maltaise (en dizaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Malte (en liras maltaises)

Types de forces						Soutien, administration et commandement centraux		Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3) ^a	Forces aériennes (4) ^a	Autres forces de combat (5)	Soutien (6)	Commandement (7)	Forces para-militaires (8)	Aide militaire				
									Terri-toire national (9)	Étranger (10)				Maintien de la paix (ONU) (11)
Types de coûts													
1. Fonctionnement		11 593 000											11 593 000
1.1 <i>Personnel</i>		10 029 000											10 029 000
1.1.1 Conscrits													
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		8 924 000											8 924 000
1.1.3 Civils		1 105 000											1 105 000
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		1 564 000											1 564 000
1.2.1 Fournitures d'usage courant		732 000											732 000
1.2.2 Entretien et réparations		505 000											505 000
1.2.3 Services contractés		45 000											45 000
1.2.4 Loyers immobiliers		152 000											152 000
1.2.5 Divers		130 000											130 000
2. Achats et construction		410 500											410 500
2.1 <i>Achats</i>		405 500											405 500
2.1.1 Aéronefs et moteurs		245 500											245 500
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques													
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires													
2.1.4 Navires et bateaux													
2.1.5 Véhicules blindés													
2.1.6 Artillerie													
2.1.7 Autres armes des forces terrestres													
2.1.8 Munitions													
2.1.9 Électronique et communications		52 000											52 000
2.1.10 Véhicules non blindés		108 000											108 000
2.1.11 Divers													
2.2 <i>Construction</i>		5 000											5 000
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes													
2.2.2 Bases de lancement de missiles													
2.2.3 Bases et installations navales													

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3) ^a	Forces aériennes (4) ^a	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts														
2.2.4 Électronique, etc.														
2.2.5 Installations pour le personnel														
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement														
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.		5 000												5 000
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés														
2.2.11 Abris														
2.2.12 Terrains														
2.2.13 Divers														
3. Recherche-développement														
3.1 Recherche fondamentale et appliquée														
3.2 Développement, essais et évaluation														
4. Total (1 + 2 + 3)		12 003 500	^a	^a										12 003 500

^a Les forces aériennes et les forces navales de Malte figurent à la colonne «Forces terrestres».

Nouvelle-Zélande

[Original : anglais]
[6 avril 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Nouvelle-Zélande **Exercice budgétaire** : 1er juillet 1995-30 juin 1996

Monnaie nationale et unité de mesure : dollar néo-zélandais (en milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Nouvelle-Zélande (en milliers de dollars néo-zélandais)

Types de forces	Types de forces											Total des dépenses militaires	Défense civile	
	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire					Non ventilés
						Soutien	Commandement		Territoire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1. Fonctionnement		291 307	194 052	257 156			56 934						799 449	
1.1 <i>Personnel</i>		214 676	107 276	150 602			23 964						496 518	
1.1.1 Conscrits													–	
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		190 107	87 207	135 582			10 728						423 624	
1.1.3 Civils		24 569	20 069	15 020			13 236						72 894	
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		76 631	86 776	106 554			32 970						302 931	
1.2.1 Fournitures d'usage courant		25 669	26 255	46 063			1 970						99 957	
1.2.2 Entretien et réparations		22 404	42 520	25 752			1 256						91 932	
1.2.3 Services contractés		25 481	16 874	33 437			21 497						97 289	
1.2.4 Loyers immobiliers		2 271	557	702			7 795						11 325	
1.2.5 Divers		806	570	600			452						2 428	
2. Achats et construction		26 041	201 962	72 711		27	7 304						308 045	
2.1 <i>Achats</i>		24 573	193 831	56 429		27	6 602						281 462	
2.1.1 Aéronefs et moteurs				46 486										
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques			10										10	
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires													–	
2.1.4 Navires et bateaux		11	160 374										160 385	
2.1.5 Véhicules blindés													–	
2.1.6 Artillerie		389											389	
2.1.7 Autres armes des forces terrestres		155											155	
2.1.8 Munitions		6 337	1 365	2 353		27							10 082	
2.1.9 Électronique et communications		5 936	26 495	1 995			6 549						40 975	
2.1.10 Véhicules non blindés		3 433	367	640			53						4 493	
2.1.11 Divers		8 312	5 220	4 955									18 487	

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces parapatrimentaires militaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Etranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			Non ventilés (12)
<i>Types de coûts</i>													
2.2 Construction	-	1 468	8 131	16 282			702					26 583	
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes				6 254								6 254	
2.2.2 Bases de lancement de missiles												-	
2.2.3 Bases et installations navales			1 107									1 107	
2.2.4 Électronique, etc.		7					702					709	
2.2.5 Installations pour le personnel												2 200	
2.2.6 Locaux médicaux				2 053								-	
2.2.7 Installations d'entraînement		365	6 728	7 859								14 952	
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.		417										417	
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration		679	81	65								825	
2.2.10 Ouvrages fortifiés												-	
2.2.11 Abris												-	
2.2.12 Terrains												-	
2.2.13 Divers			68	51								119	
3. Recherche-développement													
3.1 Recherche fondamentale et appliquée													
3.2 Développement, essais et évaluation													
4. Total (1 + 2 + 3)	-	3 173 48	396 014	329 867			64 238					1 107 494	

Ouzbékistan

[Original : russe]
[14 juillet 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Ouzbékistan **Exercice budgétaire** : 1er janvier-31 décembre 1996

Monnaie nationale et unité de mesure : som (en centaines)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Ouzbékistan (en centaines de soms)

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
1. Fonctionnement		96 385 924		5 585 331		434 372							102 405 627	
1.1 <i>Personnel</i>		13 667 990		3 701 015		326 400							17 695 405	
1.1.1 Conscrits														
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves														
1.1.3 Civils														
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		82 717 934		1 884 316		107 972							84 710 222	
1.2.1 Fournitures d'usage courant		61 846 491		1 488 500		57 250							63 392 241	
1.2.2 Entretien et réparations		14 163 740		270 316		26 320							14 460 376	
1.2.3 Services contractés		705 933		125 500		24 402							855 835	
1.2.4 Loyers immobiliers														
1.2.5 Divers		6 001 770											6 001 770	
2. Achats et construction		32 748 667		1 183 340									33 932 007	
2.1 <i>Achats</i>		19 290 007											19 290 007	
2.1.1 Aéronefs et moteurs														
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques														
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux														
2.1.5 Véhicules blindés														
2.1.6 Artillerie														
2.1.7 Autres armes des forces terrestres														
2.1.8 Munitions														
2.1.9 Électronique et communications														
2.1.10 Véhicules non blindés														
2.1.11 Divers		19 290 007											19 290 007	
2.2 <i>Construction</i>		13 458 660		1 183 340									14 642 000	
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes				9 600									9 600	

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres Forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Terri-toire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			Non ventilés (12)
Types de coûts													
2.2.2 Bases de lancement de missiles													
2.2.3 Bases et installations navales													
2.2.4 Électronique, etc.													
2.2.5 Installations pour le personnel		6 829 520		1 173 740								8 003 260	
2.2.6 Locaux médicaux		498 540										498 540	
2.2.7 Installations d'entraînement		525 850										525 850	
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.		1 274 010										1 274 010	
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration		507 450										507 450	
2.2.10 Ouvrages fortifiés													
2.2.11 Abris													
2.2.12 Terrains													
2.2.13 Divers		3 823 290										3 823 290	
3. Recherche-développement													
3.1 Recherche fondamentale et appliquée													
3.2 Développement, essais et évaluation													
4. Total (1 + 2 + 3)		129 134 591		6 768 671			434 372					136 337 634	

Pologne

[Original : anglais]
[19 juin 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Pologne

Exercice budgétaire : 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : zloty (en centaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Pologne (en centaines de milliers de zlotys)

Types de forces						Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien ^a	Commandement		Terri-toire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
1. Fonctionnement	-	29 876	4 149	11 336	-	30 502	851	5 008	-	-	-	-	81 722	54
1.1 <i>Personnel</i>	-	23 369	3 054	8 463	-	23 888	720	4 206	-	-	-	-	63 700	-
1.1.1 Conscrits	-	1 214	116	331	-	290	-	10	-	-	-	-	1 961	-
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves	-	16 465	2 411	6 266	-	4 004	546	1 980	-	-	-	-	31 672	-
1.1.3 Civils	-	5 690	527	1 866	-	1 109	174	2 216	-	-	-	-	11 582	-
1.1.4 Pensions ^a	-	-	-	-	-	18 485	-	-	-	-	-	-	-	-
1.2 <i>Opérations et entretien</i>	-	6 507	1 095	2 873	-	6 614	131	802	-	-	-	-	18 022	-
1.2.1 Fournitures d'usage courant	-	1 884	501	1 339	-	497	39	280	-	-	-	-	4 540	-
1.2.2 Entretien et réparations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1.2.3 Services contractés	-	4 122	556	1 400	-	1 137	92	506	-	-	-	-	7 813	-
1.2.4 Loyers immobiliers	-	416	29	111	-	19	-	14	-	-	-	-	589	-
1.2.5 Divers	-	85	9	23	-	4 961	-	2	-	-	-	-	5 080	-
2. Achats et construction	-	8 800	1 377	4 906	-	1 559	49	452	-	-	111	-	17 254	73
2.1 <i>Achats</i>	-	8 751	1 364	4 751	-	543	-	49	-	-	111	-	15 569	-
2.1.1 Aéronefs et moteurs	-	-	-	881	-	-	-	-	-	-	-	-	881	-
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques	-	442	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	442	-
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.1.4 Navires et bateaux	-	-	139	-	-	-	-	-	-	-	-	-	139	-
2.1.5 Véhicules blindés	-	1 458	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 458	-
2.1.6 Artillerie	-	47	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	47	-
2.1.7 Autres armes des forces terrestres	-	105	77	1 113	-	-	-	-	-	-	-	-	1 295	-
2.1.8 Munitions	-	295	43	50	-	-	-	-	-	-	-	-	388	-
2.1.9 Électronique et communications	-	2 242	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 262	-
2.1.10 Véhicules non blindés	-	366	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	366	-
2.1.11 Divers	-	3 796	1 085	2 707	-	543	-	49	-	-	111	-	8 291	-
2.2 <i>Construction</i>	-	49	13	155	-	1 016	49	403	-	-	-	-	1 685	-
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes	-	-	..	155	-	-	-	-	-	-	-	-	155	-
2.2.2 Bases de lancement de missiles	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.3 Bases et installations navales	-	-	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	-
2.2.4 Électronique, etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Types de forces	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
						Soutien ^a	Commandement		Terri-toire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
2.2.5 Installations pour le personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.6 Locaux médicaux	-	-	-	-	-	-	-	116	-	-	-	-	116	-
2.2.7 Installations d'entraînement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
2.2.10 Ouvrages fortifiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.11 Abris	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.12 Terrains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.13 Divers	-	48	-	-	-	1 016	49	287	-	-	-	-	1 400	-
3. Recherche-développement	-	-	-	-	-	1 792	-	-	-	-	-	-	1 792	-
3.1 Recherche fondamentale et appliquée	-	-	-	-	-	976	-	-	-	-	-	-	976	-
3.2 Développement, essais et évaluation	-	-	-	-	-	816	-	-	-	-	-	-	816	-
4. Total (1 + 2 + 3)	-	38 676	5 526	16 242	-	33 853	900	5 460	-	-	111	-	100 768	127

^a La Pologne a rendu compte séparément du montant correspondant aux pensions, à la sous-colonne «Soutien» relevant de «Soutien, administration et commandement centraux».

République tchèque

[Original : anglais]
[10 juillet 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : République tchèque **Exercice budgétaire** : 1er janvier-31 décembre 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : couronne (en millions)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces para-militaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)	
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			Non ventilés (12)
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
2.2.3 Bases et installations navales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.4 Électronique, etc.	-	21	-	-	-	5	1	-	-	-	-	-	27	-
2.2.5 Installations pour le personnel	-	252	-	107	7	152	28	-	-	-	-	-	546	-
2.2.6 Locaux médicaux	-	97	-	22	-	230	-	-	-	-	-	-	349	-
2.2.7 Installations d'entraînement	-	35	-	15	10	36	6	-	-	-	-	-	102	-
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.	-	83	-	17	-	84	-	-	-	-	-	-	184	-
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration	-	-	-	62	10	6	73	-	-	-	-	-	151	-
2.2.10 Ouvrages fortifiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.2.11 Abris	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-
2.2.12 Terrains	-	19	-	11	125	-	-	-	-	-	-	-	155	-
2.2.13 Divers	-	118	-	59	18	104	4	-	-	-	-	-	303	150
3. Recherche-développement	-	180	-	181	-	204	18	-	-	-	-	-	583	-
3.1 Recherche fondamentale et appliquée	-	-	-	-	-	73	-	-	-	-	-	-	73	-
3.2 Développement, essais et évaluation	-	180	-	181	-	131	18	-	-	-	-	-	510	-
4. Total (1 + 2 + 3)	-	5 697	-	5 717	671	7 814	4 230	-	-	-	-	-	27 582	729

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

[Original : anglais]
[23 avril 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Royaume-Uni **Exercice budgétaire** : 1er avril 1996- 31 mars 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : livre (en centaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (en centaines de milliers de livres sterling)

Types de coûts	Types de forces					Soutien, administration et commandement centraux		Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien (6)	Commandement (7)	Forces para-militaires (8)	Territoire national				
									Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
1. Fonctionnement		48 914	33 756	39 021		26 548						148 239	
1.1 <i>Personnel</i>		37 068	18 755	20 198		12 926						88 947	
1.1.1 Conscrits													
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		28 696	13 814	17 072		5 314						64 896	
1.1.3 Civils		8 372	4 941	3 126		7 612						24 051	
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		11 846	15 001	18 823		13 622						59 292	
1.2.1 Fournitures d'usage courant		9 669	11 941	8 333		12 087						42 030	
1.2.2 Entretien et réparations		853	2 751	9 863		2						13 469	
1.2.3 Services contractés													
1.2.4 Loyers immobiliers													
1.2.5 Divers		1 324	309	627		1 533						3 793	
2. Achats et construction		19 767	20 695	13 227		4 331						58 020	
2.1 <i>Achats</i>		15 757	18 258	11 132		120						45 267	
2.1.1 Aéronefs et moteurs		2 376	6 827	4 540		10						13 753	
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques		2 061	2 603	3 130								7 794	
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires													
2.1.4 Navires et bateaux		2	6 533	553								7 088	
2.1.5 Véhicules blindés		3 526		(8)								3 518	
2.1.6 Artillerie		347										347	
2.1.7 Autres armes des forces terrestres		169	19	(44)								144	
2.1.8 Munitions		1 500	23	67								1 590	
2.1.9 Électronique et communications		3 570	2 089	2 537		6						8 202	
2.1.10 Véhicules non blindés		2 206	164	357		104						2 831	
2.1.11 Divers													

Types de forces Types de coûts	Forces stratégiques (1)		Forces terrestres (2)		Forces navales (3)		Forces aériennes (4)		Autres forces de combat (5)		Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)		Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)		Défense civile (14)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)							
2.2 Construction		4 010	2 437	2 095		4 211													12 753		
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes																					
2.2.2 Bases de lancement de missiles																					
2.2.3 Bases et installations navales																					
2.2.4 Électronique, etc.																					
2.2.5 Installations pour le personnel																					
2.2.6 Locaux médicaux																					
2.2.7 Installations d'entraînement																					
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.																					
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration																					
2.2.10 Ouvrages fortifiés																					
2.2.11 Abris																					
2.2.12 Terrains																					
2.2.13 Divers																					
3. Recherche-développement																					
3.1 Recherche fondamentale et appliquée		610	2 416	5 472		6 194														14 692	
3.2 Développement, essais et évaluation																					
4. Total (1 + 2 + 3)		69 291	56 867	57 720		37 073														220 951	

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Deuxième partie

1. Afin de déterminer approximativement les coûts d'opportunité du recours à des conscrits dans le secteur militaire, il est demandé de fournir les renseignements suivants :

a) Taux de salaire moyen que les conscrits auraient probablement obtenu dans le civil au cours de l'année couverte par le présent rapport, s'ils n'avaient pas été occupés dans le secteur militaire.

Réponse : sans objet
(salaire par période de temps donnée, en monnaie nationale)

S'ils ne disposent pas de cette estimation, les enquêtés sont priés d'indiquer un taux de salaire moyen courant dans le secteur civil, dont ils pensent qu'il pourrait servir de mesure appropriée des coûts d'opportunité;

b) Le nombre d'années-homme consacrées par les conscrits au service militaire, au cours de l'année objet du présent rapport.

Réponse : sans objet
(nombre d'années-homme)

2. En ce qui concerne le point d) des lignes directrices spécifiques ci-dessus, les enquêtés sont priés d'indiquer ci-après le montant total de l'aide militaire reçue de l'étranger pendant l'année objet du rapport. Ce montant doit être indiqué dans la même monnaie et unité de compte que dans la matrice, la conversion des devises en monnaie nationale étant opérée de préférence à un taux moyen annuel du marché ou à un taux d'échange au pair indiqué par le Fonds monétaire international.

Réponse : sans objet
(montant)

3. En ce qui concerne les points n) et o) ci-dessus, les informations demandées doivent être communiquées ici selon les mêmes termes de valeur que ceux de la matrice. Il est demandé que les dépenses totales, au moins, et, de préférence, les dépenses ventilées par types ou groupes de forces (colonnes 1 à 12 de la matrice) soient communiquées comme suit :

Épuisement des munitions :

Ventes par le secteur militaire de :

- a) Terrains 104,0
- b) Biens fonciers autres que des terrains
- c) Équipement 84,4
- d) Services
- e) Divers

4. Les enquêtés sont priés de faire savoir s'il serait facile d'obtenir pour l'année objet du rapport des statistiques concernant les points suivants :

	<i>Réponse disponible</i>	<i>Réponse non disponible</i>
Indice des prix présentant une importance particulière pour le secteur militaire	x	–
Exportations d'équipement militaire	x	–
Ventilation des exportations par :		
i) Pays	–	x
ii) Régions	x	–
Importations d'équipement militaire	x	–
Ventilation de ces importations par :		
i) Pays	–	x
ii) Régions	x	–

5. Faute d'un taux de change régulièrement publié, ou en cas de taux de change jugé non approprié pour convertir des dépenses militaires, les enquêtés sont priés d'exposer d'autres moyens possibles de comparer les dépenses militaires du pays à celles d'autres pays.

Slovaquie

[Original : anglais]
[4 mai 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Slovaquie **Exercice budgétaire** : 1er janvier-31 décembre 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : couronne (en dizaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Types de forces	Forces stratégiques (1)		Forces terrestres (2)		Forces navales (3)		Forces aériennes (4)		Autres forces de combat (5)		Soutien, administration et commandement centraux			Forces para-militaires (8)			Aide militaire			Non ventilés (12)		Total des dépenses militaires (13)		Dépense civile (14)		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)		
Types de coûts																										
2.2.4 Électronique, etc.						1 881																		1 881		
2.2.5 Installations pour le personnel						4 492																		4 492		
2.2.6 Locaux médicaux						2 247																		2 247		
2.2.7 Installations d'entraînement						1 649																		1 649		
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.						14 004																		14 004		
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration						4 579																		4 579		
2.2.10 Ouvrages fortifiés																										
2.2.11 Abris						5 620																		5 620		
2.2.12 Terrains						56 145																		86 876		950
2.2.13 Divers						4 185																		11 814		
3. Recherche-développement																										
3.1 Recherche fondamentale et appliquée																								7 629		
3.2 Développement, essais et évaluation						4 185																		603		
4. Total (1 + 2 + 3)						608 183																		1 390 133		39 970
						198 086																		157 698		

Slovénie

[Original : anglais]
[4 mai 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Slovénie **Exercice budgétaire** : 1er janvier-31 décembre 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : tolar (en milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Slovénie (en milliers de tolar)

Types de forces	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire			Non ventilés	Total des dépenses militaires	Défense civile
						Soutien	Commandement		Territoire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1. Fonctionnement		26 485 112				7 774 831	406 409						34 666 352	876 100
1.1 <i>Personnel</i>		21 791 347				5 626 378							27 417 724	520 945
1.1.1 Conscrits		2 330 194				43 952							2 374 146	
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		492 460				64 849							557 309	9 923
1.1.3 Civils		12 919 693				5 517 577							18 437 270	511 022
1.1.4 Pensions militaires (affectées au Fonds de pension) ^a		6 049 000											6 049 000	
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		4 693 765				2 148 454	406 409						7 248 628	355 155
1.2.1 Fournitures d'usage courant		2 354 318				1 425 948	122 628						3 902 894	165 112
1.2.2 Entretien et réparations		2 140 706				672 971	14 860						2 828 537	29 454
1.2.3 Services contractés														
1.2.4 Loyers immobiliers														
1.2.5 Divers		198 741				49 534	268 921						517 196	160 589
2. Achats et construction		14 089 637				806 389	6 884						14 902 910	2 081 604
2.1 <i>Achats</i>		13 852 684				640 182	6 884						14 499 750	2 018 044
2.1.1 Aéronefs et moteurs		68 200				46 348							114 548	
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques ^b		263 623											263 623	
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux ^c		3 152 969											3 152 969	
2.1.5 Véhicules blindés ^d		3 741 024											3 741 024	
2.1.6 Artillerie														

Types de conflits	Types de forces		Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paritaires militaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Dépense civile (14)
	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)					Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			Non ventilés (12)
2.1.7	Autres armes des forces terrestres							116 000					116 000	
2.1.8	Munitions		404 828					49 088					453 916	
2.1.9	Électronique et communications ^e		260 275					335 556					595 831	270 382
2.1.10	Véhicules non blindés ^f		370 101										370 101	66 462
2.1.11	Divers ^g		5 591 664					93 191	6 884				5 691 739	1 681 200
2.2	Construction		236 953					166 208					403 160	63 560
2.2.1	Bases aériennes, aérodromes													
2.2.2	Bases de lancement de missiles													
2.2.3	Bases et installations navales													
2.2.4	Électronique, etc.		44 400					37 500					81 900	
2.2.5	Installations pour le personnel													
2.2.6	Locaux médicaux													
2.2.7	Installations d'entraînement													
2.2.8	Magasins, dépôts, etc.													
2.2.9	Locaux de commandement et d'administration													
2.2.10	Ouvrages fortifiés													
2.2.11	Abris													
2.2.12	Terrains													
2.2.13	Divers		192 553					128 708					321 260	
3.	Recherche-développement													
3.1	Recherche fondamentale et appliquée													

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2)	Forces navales (3)	Forces aériennes (4)	Autres forces de combat (5)	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12)	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6)	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
3.2 Développement, essais et évaluation														
4. Total (1 + 2 + 3)^h		40 574 748				8 581 221	413 293						49 569 262	2 957 704

^a La Slovénie a fourni des données supplémentaires concernant les prestations de pension.

^b La Slovénie a ventilé les dépenses afférentes aux forces terrestres (col. 2) entre deux postes séparés : «fonds de base loc. au Ministère de la défense» et «investissements loc. au Ministère des finances». 263 622 863 tolar sont affectés aux «investissements loc. au Ministère des finances».

^c 3 152 968 711 tolar sont affectés aux «investissements loc. au Ministère des finances» (voir note b ci-dessus).

^d 3 741 024 095 tolar sont affectés aux «investissements loc. au Ministère des finances» (voir note b ci-dessus).

^e Sur les 260 275 482 tolar indiqués à la colonne 2, 105 480 903 sont affectés aux «investissements loc. au Ministère des finances» (voir note b ci-dessus).

^f Sur les 370 101 728 tolar indiqués à la colonne 2, 260 100 728 sont affectés aux «investissements loc. au Ministère des finances» (voir note b ci-dessus).

^g Sur les 5 591 664 388 tolar indiqués à la colonne 2, 260 100 728 sont affectés aux «investissements loc. au Ministère des finances» (voir note b ci-dessus).

^h Sur les 40 574 748 385 tolar indiqués à la colonne 2, 12 126 177 271 sont affectés aux «investissements loc. au Ministère des finances» (voir note b ci-dessus).

Suisse

[Original : anglais]
[23 avril 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Suisse

Exercice budgétaire : 1998

Monnaie nationale et unité de mesure : franc suisse (en centaines de milliers)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Suisse (en centaines de milliers de francs suisses)

Types de forces	Types de forces											Total des dépenses militaires	Défense civile	
	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire					Non ventilés
						Soutien	Commandement		Territoire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14) ^f
1. Fonctionnement		6 089		1 275			18 564				239		26 167	586
1.1 <i>Personnel</i>		3 677		1 046			13 350						18 073	265
1.1.1 Conscrits		1 807		741			247						2 795	
1.1.2 Autres personnels militaires, y compris les réserves		1 870		305									2 175	
1.1.3 Civils							13 103						13 103	265
1.2 <i>Opérations et entretien</i>		2 412		229			5 214				239		8 094	321
1.2.1 Fournitures d'usage courant							1 610						1 610	
1.2.2 Entretien et réparations		1 266		229			2 459						3 954	
1.2.3 Services contractés		205					591						796	
1.2.4 Loyers immobiliers		251					147						398	
1.2.5 Divers		690					407				239		1 336	321
2. Achats et construction		17 269		7 968		177							25 414	811
2.1 <i>Achats</i>		16 056		6 400									22 456	307
2.1.1 Aéronefs et moteurs				6 086									6 086	
2.1.2 Missiles, y compris les têtes classiques														
2.1.3 Têtes et bombes nucléaires														
2.1.4 Navires et bateaux														
2.1.5 Véhicules blindés														
2.1.6 Artillerie		1 333											1 333	
2.1.7 Autres armes des forces terrestres		4 970											4 970	
2.1.8 Munitions		1 256		314									1 570	
2.1.9 Électronique et communications		2 221											2 221	
2.1.10 Véhicules non blindés		861											861	
2.1.11 Divers		3 945											3 945	307
2.2 <i>Construction</i>		1 213		1 568		177							2 958	504
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes				1 479									1 479	
2.2.2 Bases de lancement de missiles														
2.2.3 Bases et installations navales														
2.2.4 Électronique, etc.														

Types de forces	Soutien, administration et commandement centraux											Total des dépenses militaires	Défense civile	
	Forces stratégiques	Forces terrestres	Forces navales	Forces aériennes	Autres forces de combat	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires	Aide militaire					Non ventilés
						Soutien	Commandement		Territoire national	Étranger	Maintien de la paix (ONU)			
Types de coûts	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14) ^a
2.2.5 Installations pour le personnel														
2.2.6 Locaux médicaux														
2.2.7 Installations d'entraînement		266		89									355	
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.						177							177	
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration														
2.2.10 Ouvrages fortifiés		355											355	
2.2.11 Abris														504
2.2.12 Terrains														
2.2.13 Divers		592											592	
3. Recherche-développement		414		100			500				3		1 017	
3.1 Recherche fondamentale et appliquée		14									3		17	
3.2 Développement, essais et évaluation		400		100			500						1 000	
4. Total (1 + 2 + 3)		23 772		9 343		177	19 064				242		52 598	1 397

^a La défense civile ne relève pas du budget militaire.

Thaïlande

[Original : anglais]
[29 octobre 1998]

Instrument de publication internationale normalisée des dépenses militaires

(Dépenses effectives aux prix courants)

Pays : Thaïlande

Exercice budgétaire : 1997

Monnaie nationale et unité de mesure : baht (en millions)

(L'unité de mesure ne doit pas être supérieure au 10 000e du total des dépenses militaires.)

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2) ^b	Forces navales (3) ^b	Forces aériennes (4) ^b	Autres forces de combat (5) ^b	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Total des dépenses militaires (13)	Dépense civile (14)
						Soutien (6) ^b	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			Non ventilés (12)^{d}
Types de coûts													
2.2 Construction													
2.2.1 Bases aériennes, aérodromes													
2.2.2 Bases de lancement de missiles													
2.2.3 Bases et installations navales													
2.2.4 Électronique, etc.													
2.2.5 Installations pour le personnel													
2.2.6 Locaux médicaux													
2.2.7 Installations d'entraînement													
2.2.8 Magasins, dépôts, etc.													
2.2.9 Locaux de commandement et d'administration													
2.2.10 Ouvrages fortifiés													
2.2.11 Abris													
2.2.12 Terrains													
2.2.13 Divers													

Types de forces	Forces stratégiques (1)	Forces terrestres (2) ^b	Forces navales (3) ^b	Forces aériennes (4) ^b	Autres forces de combat (5) ^b	Soutien, administration et commandement centraux		Forces paramilitaires (8)	Aide militaire			Non ventilés (12) ^d	Total des dépenses militaires (13)	Défense civile (14)
						Soutien (6) ^c	Commandement (7)		Territoire national (9)	Étranger (10)	Maintien de la paix (ONU) (11)			
Types de coûts														
3. Recherche-développement														
3.1 Recherche fondamentale et appliquée														
3.2 Développement, essais et évaluation														
4. Total (1 + 2 + 3)						49 481 524^c	50 170 264^b					4 441 533^d	104 093 321	

^a La Thaïlande a communiqué des données correspondant à son propre programme, de sorte que seul le montant total est comparable aux chiffres des autres pays.

^b La Thaïlande a indiqué des dépenses générales au titre de la «Défense». Elles figurent à la colonne 7 (Commandement).

^c La Thaïlande a indiqué des dépenses globales au titre de «l'Administration générale». Elles figurent à la colonne 6 (Soutien).

^d Les dépenses correspondent à divers éléments du programme : «Bien-être social et public», 787 749 millions de baht, «Services de santé publique», 979 875 millions de baht, «Développement rural», 2 566 554 millions de baht, «Action préventive et lutte contre le sida», 31 418 millions de baht, «Solution de problèmes liés au sida», 12 686 millions de baht et «Solution de problèmes liés à la drogue», 63 251 millions de baht.

V. Informations reçues des gouvernements

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*

1. Les États membres de l'Union européenne se sont associés au consensus dont a fait l'objet la résolution 52/32 de l'Assemblée générale intitulée «Informations objectives sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires». L'Union européenne tient à apporter la réponse commune suivante au paragraphe 3 de cette résolution, dans laquelle l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de distribuer chaque année les rapports sur les dépenses militaires qu'il a reçus des États Membres, et de prendre en considération l'avis de ces derniers.
2. L'Union européenne continue à attacher une grande importance à l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires, dont le système a été institué par la résolution 35/142 B adoptée par l'Assemblée générale le 12 décembre 1980.
3. Malheureusement, bien que cette mesure destinée à renforcer la transparence et la confiance ait été adoptée il y a 17 ans, 28 Membres seulement ont adressé un rapport en 1996 (voir document A/51/209). On ne dispose pas pour le moment des données de 1997. Bien que le chiffre de 1996 marque une augmentation par rapport aux années précédentes, la participation continue à être très faible.
4. De l'avis de l'Union européenne, ce faible niveau de participation est une cause de préoccupation et prouve que la demande d'informations sur les dépenses militaires n'est pas suffisamment acceptée par la communauté des États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Dans un premier temps, il faudrait à nouveau demander aux États Membres de participer pleinement au système d'établissement des rapports.
5. En outre, il faudrait demander aux États Membres de faire connaître à l'Organisation les problèmes éventuels que pose l'établissement des rapports et les raisons qu'ils ont de ne pas fournir les données demandées, afin que l'on envisage éventuellement d'apporter des modifications susceptibles de rendre ce système plus efficace.
6. L'Union européenne propose notamment de modifier et d'adapter la structure du système d'établissement de rapports normalisés, qui remonte à 1980, en prenant en considération les systèmes d'établissement de rapports sur les dépenses militaires qui ont été mis au point dans d'autres contextes.

* Au nom des pays membres de l'Union européenne et des pays de l'Europe centrale et orientale associés et à l'Union européenne (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie), de Chypre, pays associé, et de l'Islande et de la Norvège.

Annexe

Liste des participants aux consultations tenues au Siège le 23 avril 1998

M. Wilfried Aichinger
Agent chargé des mesures de confiance et de sécurité (MDCS)
Centre de prévention des conflits
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Mme Nicole Ball, Consultante
Program on Enhancing Security and Development
Conseil du développement outre-mer

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies
M. Jayantha Dhanapala
Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement

M. Daniel Gallik
Économiste principal
Arms Control and Disarmament Agency (États-Unis)

Mme Nancy Happe
Chef de division
Division des questions de développement
Département de l'élaboration et de l'examen des politiques
Fonds monétaire international

M. R. McKendry
Directeur adjoint de la Direction des plans de forces
Division plans et politique de défense
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

M. David Prichett
Économiste principal
Division des statistiques de finances publiques
Département des statistiques
Fonds monétaire international

Mme Swadesh Rana
Chef, Service des armes classiques
Département pour les affaires de désarmement

M. Michael Stevens
Gestion du secteur public
Banque mondiale
